



MARDI 9 FÉVRIER 2021

COVID (politique) : la solution des politiciens pour lutter contre le covid-19 consiste... à détruire l'économie. Alors, comment financeront-nous les systèmes de santé dans l'avenir ?

- ▶ [Changements d'humeur économique](#) . (Tim Watkins) p.1
- ▶ [#189. L'argent mort en marche](#) . (Tim Morgan) p.6
- ▶ [Cassandra est morte. Vive Cassandra !](#) . (Ugo Bardi) p.9
- ▶ [La dette et la disparition de la classe moyenne](#) . (Charles Hugh Smith) p.11
- ▶ [Les majors pétrolières et gazières publient les résultats pour 2020](#) . (Laurent Horvath) p.15
- ▶ [Après Covid-19 : qu'est-ce que la "Grande réinitialisation" promue par le Forum de Davos ?](#) . p.18
- ▶ [Tout savoir sur la désobéissance civile](#) . (Biosphere) p.22
- ▶ [C'EST L'ÉCONOMIE, IDIOT !](#) . (Patrick Reymond) p.23
- ▶ [Le pétrole dépasse les 60 dollars le baril. Une 1ère depuis la pandémie](#) . (Charles Sannat) p.27

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ [Presque tout le monde à Washington semble d'accord pour dire que plus d'argent gratuit va réparer l'économie](#) . (Michael Snyder) p.31
- ▶ [Si un couple est riche à 4 000 € par mois, alors notre pays est trop pauvre !](#) . (Charles Sannat) p.33
- ▶ [Quels pays interdiront en premier les ventes de voitures à combustibles fossiles ?](#) . (Tyler Durden) p.38
- ▶ [De GameStop au Pigeoncoin, la bêtise abyssale des investisseurs](#) . (Philippe Béchade) p.39
- ▶ [Une embellie du commerce extérieur US en décembre 2020... c'est vite dit !](#) . (Philippe Béchade) p.42
- ▶ [Avertissement: une erreur de politique économique qui sera mémorable](#) . (Bruno Bertez) p.42
- ▶ [Une petite leçon d'ingénierie sociale comme on les aime. Le régime gagne à tous les coups](#) . (Antonin Campana) p.43
- ▶ [Netflix, le nouveau GameStop ?](#) . (Dan Amoss) p.48
- ▶ [Le système triche](#) . (Bruno Bertez) p.50
- ▶ [Le dollar, une baisse garantie](#) . (Bill Bonner) p.52
- ▶ [La nouvelle guerre contre la terreur intérieure](#) . (Bill Bonner) p.54

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

[Changements d'humeur économique](#)

(Economic mood swings)

Tim Watkins 8 février 2021



Les personnes qui ont passé du temps en prison affirment que la partie la plus dure d'une peine se situe dans les deux mois qui précèdent la libération. Tant que la date de libération était éloignée dans le temps, on se contentait de faire sa peine. Mais la douleur de l'enfermement a énormément augmenté avec l'anticipation d'une émancipation à court terme. Ainsi, à sa manière, la douleur actuelle de l'enfermement au **Royaume-Uni** - le troisième, le plus froid et le plus long confinement depuis l'arrivée du SRAS-CoV-2 sur nos côtes. À quelques semaines du printemps et alors que 12 des 15 millions de personnes à risque du pays sont déjà vaccinées, la fin de la pandémie est apparemment en vue.

Afin de réjouir les masses non vaccinées, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, a adressé hier un message d'encouragement à l'Observer :

"La Banque d'Angleterre est prête à envisager la possibilité qu'un climat de dépression nationale qui a englouti la Grande-Bretagne alors qu'elle s'enfonçait dans un troisième lock-out national se termine par une frénésie de dépenses lorsque les restrictions seront levées.

Dans une interview avec l'Observer, le gouverneur de la Banque, Andrew Bailey, a déclaré qu'il y avait une chance après avoir été enfermé si longtemps que les gens "fonceraient" une fois que le programme de vaccination aurait permis la réouverture de l'économie.

Si cela vous semble vaguement familier, c'est parce que vous avez entendu la même chose l'été dernier lorsque le premier confinement a pris fin. Il est certain qu'après des mois passés enfermés chez eux, des millions de personnes sont descendues dans la rue à la recherche de barbiers et de coiffeurs, de vêtements d'été et de quelques pintes au pub. Mais cela s'est avéré de courte durée. Au bout de quinze jours, les gens sont rentrés chez eux et le blocage des dépenses de la poste a pris fin. Pendant ce temps, la hausse du chômage - malgré les différents programmes de soutien du gouvernement - avait laissé des centaines de milliers de travailleurs confrontés à des difficultés économiques, car leur salaire hebdomadaire moyen de 504 £ était remplacé par un crédit universel de 96 £ seulement.

En novembre de l'année dernière, plus de 800 000 emplois avaient été perdus. Cela représente un pouvoir d'achat hebdomadaire de 326 400 000 livres sterling, soit 16 786 286 000 livres sterling par an, déjà perdu pour l'économie. Ce chiffre pourrait plus que doubler dans le cas où divers programmes d'aide gouvernementaux prendraient fin prématurément lorsque le verrouillage actuel sera levé.

D'où viennent donc les perspectives optimistes de M. Bailey ? Selon l'Observateur :

"Threadneedle Street surveille ce que font les ménages avec une épargne supplémentaire estimée à 125 milliards de livres sterling qu'ils ont accumulée depuis le début de la pandémie. La Banque s'attend à ce que seulement 5 % du total soit dépensé, mais M. Bailey a déclaré que cela pourrait être plus.

Le problème est que les 125 milliards de livres d'épargne supplémentaires ne sont pas répartis de manière égale dans la population. En effet, l'une des caractéristiques de la pandémie est qu'elle a accéléré le processus par lequel les riches sont devenus plus riches alors même que les pauvres s'appauvrissaient. L'économiste John Maynard Keynes aurait pu dire quelque chose à Bailey à ce sujet. Keynes a parlé de la "propension à dépenser" des gens. C'était une réplique à ceux qui prêchent l'évangile de l'économie de ruissellement. En bref, donnez de l'argent à un homme riche et il cherchera des moyens de le sauver ; donnez de l'argent à un homme pauvre et il le dépensera immédiatement. Eh bien, pendant la pandémie, les banques centrales ont donné des devises en grande quantité aux riches ; c'est pourquoi elles disposent maintenant de 125 milliards de livres d'épargne supplémentaire. Et oui, certains d'entre eux peuvent acheter une nouvelle maison ou une nouvelle voiture. Mais ils ne sont pas prêts d'acheter **800 000** voitures neuves pour compenser celles que les pauvres au chômage n'achèteront pas cette année après tout.

Bailey pourrait peut-être se consoler en se disant que même s'ils ne dépensent pas ces 125 milliards de livres, les riches vont au moins les investir. Et cet investissement générera certainement des emplois... n'est-ce pas ? **Tim Morgan**, économiste spécialisé dans l'énergie, dit à ce sujet :

"En Grande-Bretagne et en Amérique, la politique économique et financière a longtemps eu toutes les caractéristiques d'une intention autodestructrice. Les deux pays estiment qu'il est logique d'expédier les industries à valeur ajoutée (comme l'industrie manufacturière) vers des pays à bas coûts à l'étranger, tout en essayant de se transformer en économies à bas salaires dont la principale activité rentable consiste à déplacer de l'argent. Le Royaume-Uni a implacablement fait grimper la dette, dans le seul et absurde but de soutenir les prix de l'immobilier qui ont déjà été surgonflés bien au-delà du point de vue de l'accessibilité financière..."

"Les deux pays semblent maintenant avoir été poussés au point de désespoir politique. Le gouvernement américain est déterminé à injecter encore 1 900 milliards de dollars d'argent emprunté de nulle part dans l'économie, tandis que la Banque d'Angleterre semble envisager sérieusement de s'engager dans un abandon symbolique de la monnaie par l'introduction de taux d'intérêt nominaux négatifs. Tous deux se font des illusions sur la situation réelle de leur économie, la Grande-Bretagne, du moins, semblant persuadée que tout ira bien si les consommateurs ne peuvent être incités à dépenser à l'aveuglette qu'avec de l'argent qu'ils n'ont pas".

Les investisseurs britanniques n'ont jamais cessé d'être rien de plus que des parasites il y a des décennies. La plupart des économies supplémentaires dont Bailey s'inquiète ne feront que gonfler davantage les marchés des obligations, des actions et du logement, déjà largement surévalués, où, finalement - peut-être l'année prochaine, peut-être dans cinq ans - il disparaîtra dans l'éther avec la même facilité qu'il a été créé en premier lieu. Pendant ce temps, dans l'économie réelle, les gens ordinaires sont confrontés à une quadruple catastrophe post-pandémique qui pourrait bien faire tomber tout le château de cartes.

Tout d'abord - et c'est le plus évident - des milliers d'entreprises n'existent en 2021 qu'en raison des différents programmes de soutien du gouvernement et parce qu'il existe un moratoire sur les expulsions pour arriérés de loyer. La mesure dans laquelle un gouvernement fortement orienté vers l'austérité peut éviter la tentation d'essayer d'équilibrer ses propres comptes, déterminera le sort de millions de travailleurs dans les mois à venir. Si les programmes de soutien sont retirés trop tôt, le gouvernement actuel pourrait battre le record de Margaret Thatcher, établi entre 1979 et 1983, du plus grand nombre d'emplois détruits en une seule année. Et même si le gouvernement décide de prolonger les régimes de soutien, **les dommages causés par la perte de la période critique des ventes de Noël entraîneront probablement de toute façon des centaines de milliers de pertes d'emplois.**

Le second choc - et connexe - provient du gel des salaires dans le secteur public annoncé précédemment, qui entraînera une diminution de 1,7 milliard de livres sterling du pouvoir d'achat dans l'économie de 2021. Bien qu'il vise principalement à équilibrer les comptes du gouvernement - probablement irrécyclables -, le gel des

salaires donnera le ton à un secteur privé qui, pour l'instant, ne fait guère de concessions. En effet, s'ils s'en tiennent à la formule (ils ne le feront pas pour des raisons politiques), la commission qui fixe le salaire minimum national recommandera une baisse en 2021.

Le troisième choc auquel est confrontée l'économie est le fait que les conseils locaux britanniques en faillite de facto demandent une augmentation de 5 % de la **taxe municipale** dans une tentative désespérée d'équilibrer leur propre budget. Incapables d'imprimer directement la nouvelle monnaie, et en l'absence d'un financement supplémentaire du gouvernement central, c'est peut-être la seule option qui s'offre à eux. En effet, en plus des dépenses supplémentaires nécessaires pour répondre à la pandémie, ils sont maintenant confrontés à une baisse massive des revenus des taux d'intérêt des entreprises, car les commerces de détail et les entreprises d'accueil échouent. Dans le même temps, de nombreux chômeurs supplémentaires demanderont un allègement de la taxe professionnelle. Mais quel que soit le gain à court terme, la conséquence à long terme est qu'un pouvoir de dépense encore plus important est aspiré hors de l'économie.

Le choc final provient de ce que l'on pourrait appeler "**l'inflation réelle**" - non pas les chiffres officiels de l'inflation massés et corrompus, mais la véritable augmentation du coût de la vie des produits de première nécessité. Les prix des denrées alimentaires, par exemple, ont augmenté pendant la pandémie. En outre, et en raison de l'augmentation des coûts de gros, le prix de l'électricité et du gaz devrait augmenter de 9 % en avril 2021. Et ce, à un moment où les gens ont déjà du mal à payer leurs factures, comme le rapporte la BBC :

"Citizens Advice" a déclaré que ses recherches en décembre ont indiqué que 2,1 millions de ménages avaient du retard sur leurs factures d'énergie, soit une augmentation de 600 000 par rapport à la période précédant la pandémie.

"Elle s'est inquiétée du fait que la suppression prévue de l'aide aux bénéficiaires du crédit universel, ainsi que d'autres programmes de soutien financier du gouvernement en voie d'extinction, signifiait qu'il y avait de sérieuses inquiétudes concernant l'endettement".

La dette impayée - et probablement non remboursable - qui découle du krach bancaire de 2008 définit le paysage financier plus profond dans lequel s'inscrit **cette dernière incursion dans la pente descendante de la civilisation industrielle**. Malgré 12 années de taux d'intérêt très bas, une grande partie de la dette privée a été remboursée, mais pas encore payée, de sorte que **les emprunts supplémentaires résultant de la réponse à la pandémie menacent de faire basculer un système déjà instable dans l'effondrement**.

Comme l'écrit Nick Renaud-Komiya à Money :

"Dans tout le pays, les finances des ménages ont été mises à mal par la tension causée par COVID-19 et les restrictions imposées pour enrayer sa propagation..."

"Un peu plus de la moitié (51 %) des personnes interrogées ont admis être endettées en ce moment, le montant moyen des dettes au Royaume-Uni en 2020 s'élevant à 9 246 livres sterling par personne.

"Notre enquête a également révélé qu'un quart (25 %) de toutes les nouvelles dettes contractées cette année étaient dues à COVID-19, les 25-34 ans étant les plus endettés jusqu'en 2021.

"Plus d'un tiers (36%) de la dette accumulée cette année à Londres a été imputée à la pandémie COVID-19..."

"Selon nos recherches, 11,36% des nouvelles dettes contractées cette année sont dues à des paiements d'indemnités de congé ne couvrant pas les dépenses du ménage du bénéficiaire.

"Les chiffres de la société de données Statista suggèrent que 9,4 millions d'emplois au Royaume-Uni ont été mis à pied en 2020. Si ces chiffres sont exacts, le coût de la dette due à la CJRS est d'environ 1 050 livres sterling par employé licencié.

"Pris ensemble, cela représente près de 10 milliards de livres de dettes personnelles directement causées par les travailleurs qui luttent contre la baisse de leurs revenus due à leurs congés.

"Séparément, une personne sur cinq (20%) à qui nous avons parlé a déclaré avoir contracté des cartes de crédit ou des prêts supplémentaires pour les aider à rembourser les dettes liées à COVID".

C'est sans doute pour cette raison qu'un Andrew Bailey plus solennel a écrit aux banques commerciales, les exhortant à **se préparer à des taux d'intérêt négatifs**. On s'attend à ce que les banques aient besoin de plusieurs mois pour réagir à un taux d'intérêt négatif ; en anticipant clairement que la frénésie de dépenses promue dans l'Observer ce week-end pourrait ne pas faire surface après tout.

L'une des raisons pour lesquelles une hausse des dépenses de consommation pourrait être de courte durée est suivie par Bailey dans l'article de l'Observer :

"Le risque est à la hausse : après avoir enfermé les gens aussi longtemps, ils s'y mettent. Il a ajouté : "Une question intéressante est de savoir dans quelle mesure cette envie de dépenser se heurte à une offre qui ne se rétablit pas immédiatement".

Les flottes de transport (avions, bateaux et camions) dans le monde entier ont été réduites de façon spectaculaire en réponse à l'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales en 2020. Même avec les restrictions en cas de pandémie en place, cela a entraîné de longs retards dans l'expédition de biens de consommation tels que les ordinateurs portables et les téléviseurs. En conséquence, le coût de l'expédition vers le Royaume-Uni a été multiplié par quatre, ce qui fait que de nombreux détaillants vendent à perte des stocks déjà commandés. Les dépenses supplémentaires consécutives au dernier verrouillage ne peuvent qu'aggraver ces problèmes à court terme, car il faut du temps pour que les investissements dans de nouvelles capacités de transport se concrétisent.

Il existe cependant une réalité plus profonde qui promet de faire monter les prix en flèche au cas où les consommateurs occidentaux tenteraient de faire des dépenses excessives au cours de l'été 2021. Les prix du pétrole sont déjà remontés à 60 dollars le baril, car **les négociants en contrats à terme anticipent un nouveau choc pétrolier résultant de la perte de capacité dans l'industrie pétrolière. Malheureusement, 60 dollars par baril n'est pas assez élevé pour rouvrir de nombreux anciens puits de pétrole ou pour ouvrir le forage de nouvelles ressources. Il est cependant suffisamment élevé pour déclencher un nouveau ralentissement économique similaire à celui de 2014.** En effet, la hausse du prix du pétrole entraîne dans un premier temps une **augmentation du coût de tout ce qui est fabriqué ou transporté à partir du pétrole** ; du moins jusqu'à ce que les consommateurs adaptent leurs habitudes de dépenses en conséquence.

Un passage de l'interview de M. Bailey par l'Observer est à noter, ce qui pourrait expliquer son faux optimisme :

"Bailey a déclaré que la surveillance par la Banque de son propre personnel, qui travaille maintenant presque tous, comme lui, à domicile, lui avait donné le sentiment que le pays était devenu nettement plus déprimé au début de l'année. Je l'ai senti de la part de notre institution. Les nouvelles sur le vaccin ont suscité des espoirs, mais nous avons bien sûr connu un nouveau blocage et une grande résurgence à Covid. L'ambiance était plutôt déprimée, même si elle se calme maintenant", a-t-il déclaré.

C'est une forme de préjugé dans lequel nous sommes tous enclins à tomber - en supposant que ce que nous observons autour de nous peut être extrapolé à la population ou à l'économie dans son ensemble. Mais toute personne ayant la chance de travailler pour la banque centrale de Londres bénéficiait - jusqu'à la grève de Covid - d'un mode de vie privilégié de classe salariale métropolitaine, très différent de celui que connaissait la majorité de la Grande-Bretagne rurale, anciennement industrielle, en bord de mer et dans les petites villes. Les fonctionnaires de la Banque d'Angleterre peuvent aspirer à un retour à la normale ; **mais il est fort probable que le genre de normalité auquel ils seront confrontés sera la dépression prolongée que la majorité d'entre eux ont**

connue depuis 2008.

▲ RETOUR ▲

.#189. L'argent mort en marche

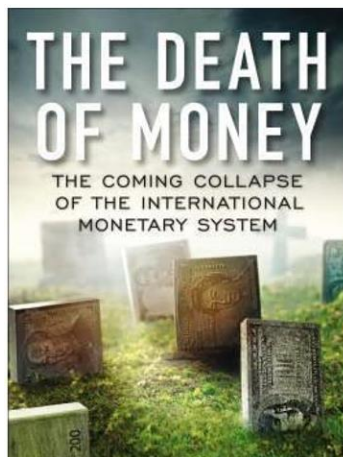
Tim Morgan Posté le 6 février 2021

POURQUOI LE RENMINBI POURRAIT ÊTRE "LE DERNIER FIAT DEBOUT

"Il est facile d'être le dernier homme debout - si tous les autres se suicident".

Bien que ce ne soit pas l'un des dictons de Confucius, il s'applique maintenant avec une force particulière au renminbi chinois - après tout, vers quelle monnaie, autre que le RMB, le monde peut-il se tourner lorsque chacun de ses principaux rivaux semble déterminé à s'immoler ?

En Grande-Bretagne et en Amérique, la politique économique et financière a longtemps porté la marque de l'intention autodestructrice. Les deux pays estiment qu'il est logique d'expédier les industries à valeur ajoutée (comme l'industrie manufacturière) vers des pays à bas coûts à l'étranger, tout en essayant de se transformer en économies à bas salaires dont la principale activité rentable consiste à faire circuler l'argent. Le Royaume-Uni a implacablement fait augmenter la dette, dans le seul et absurde but de soutenir les prix de l'immobilier qui ont déjà été surgonflés bien au-delà du seuil de rentabilité. L'Amérique s'est appuyée sur le crédit dans un effort tout aussi autodestructeur pour remplacer les capitaux propres des entreprises, qui absorbent les chocs, par une dette inflexible, ce qui a donné lieu à un marché boursier qui n'est devenu rien d'autre qu'un substitut des largesses monétaires de la Fed.



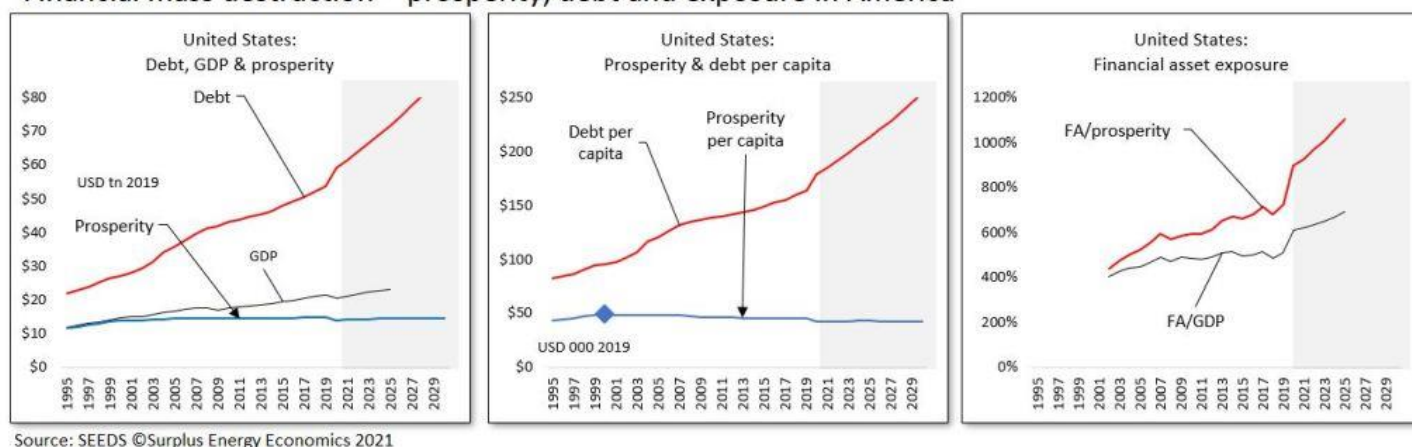
Les deux pays semblent maintenant avoir été poussés au point de désespoir politique. Le gouvernement américain est déterminé à injecter encore 1 900 milliards de dollars d'argent emprunté de nulle part dans l'économie, tandis que la Banque d'Angleterre semble envisager sérieusement de s'engager dans un abandon symbolique de sa monnaie par l'introduction de taux d'intérêt nominaux négatifs. Tous deux se font des illusions sur la situation réelle de leur économie, la Grande-Bretagne, du moins, semblant persuadée que tout ira bien si les consommateurs ne peuvent être incités à dépenser à l'aveuglette qu'avec de l'argent qu'ils n'ont pas. La Grande-Bretagne et l'Amérique ont été décrites comme *"deux pays divisés par une langue commune"*, mais la définition qui prévaut aujourd'hui est qu'elles sont unies par un engagement commun envers le fanatisme économique. C'est une chose de croire, à tort, que l'économie est un système entièrement monétaire, sans contrainte de ressources naturelles, mais c'en est une autre de croire aussi que la voie de la prospérité passe par la dépense perpétuelle d'argent emprunté et nouvellement créé.

Donald Trump a peut-être inventé l'expression "*Make America Great Again*", mais personne ne peut battre les autorités britanniques en matière de slogans stupides. Tout d'abord, il y a eu l'abolition des "*boom and bust*" pendant la plus grande bulle d'actifs de l'histoire. Ensuite, il y a eu "*help to buy*", dont la véritable signification était "*aider les jeunes à s'endetter pour soutenir le marché du logement*". Les idées originales sont peut-être rares dans les couloirs du pouvoir britannique, mais les slogans continuent d'affluer.

Dans les circonstances actuelles, il y a quelque chose de presque vulgaire à utiliser le modèle économique SEEDS basé sur l'énergie pour évaluer les économies britannique et américaine, alors restons brefs. Aux États-Unis, la prospérité par personne a diminué il y a vingt ans, passant de 48 850 dollars (en valeur de 2019) en 2000 à 45 460 dollars en 2019. Au cours de cette période, la part de la dette publique, des entreprises et des ménages de chaque personne a augmenté, toujours en valeur constante, de 96 000 à 163 000 dollars. Le rapport entre la dette et la prospérité en Amérique est passé de 196 % en 2000 à 360 % à la fin de 2019 - et probablement au moins 425 % aujourd'hui. Les dépenses publiques, par habitant, ont augmenté de près de 6 000 dollars (37 %) sur une période où la prospérité par personne a diminué de 3 240 dollars (-6,6 %).

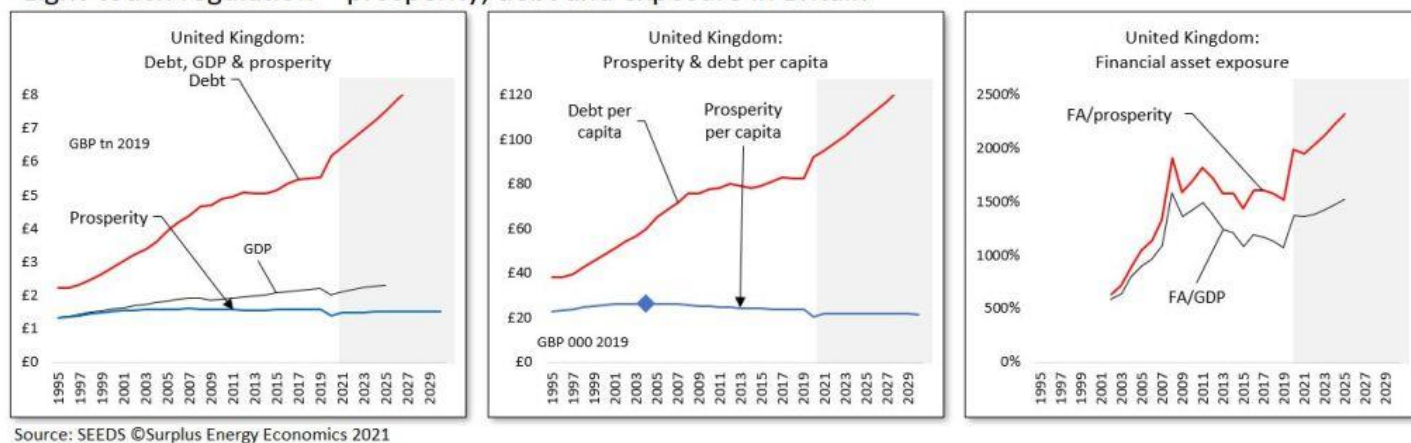
Les estimations pour 2020 suggèrent que la prospérité de l'Américain moyen a diminué de 8 % l'année dernière, la reprise la plus modeste étant en vue avant la reprise progressive - mais implacable - de la tendance à la baisse. Utiliser la politique fiscale et monétaire pour stimuler la demande financière alors que l'offre de prospérité s'érode est une recette pour l'inflation.

'Financial mass destruction' - prosperity, debt and exposure in America



L'insouciance financière est un domaine dans lequel la Grande-Bretagne est pleinement compétitive par rapport aux États-Unis. La prospérité par personne s'est dégradée plus tard au Royaume-Uni qu'en Amérique, mais elle s'est détériorée plus rapidement, chutant de 10 % entre 2004 (26 280 £) et 2019 (23 560 £). Sur la même période, la dette par habitant a augmenté de 23 000 £ (38 %) en termes réels, et les dépenses publiques par personne de 14 %. Pire encore, l'exposition britannique au système financier mondial, à la fin de 2019, était de 10,8 fois le PIB, ce qui équivaut à 15,2 fois la prospérité. En dehors de l'Irlande et de la Hollande (qui sont toutes deux des économies beaucoup plus petites), toute personne à la recherche d'une exposition plus extrême au système financier mondial devrait examiner les ratios d'actifs financiers dans des économies minuscules comme Singapour et les îles Caïmans.

'Light-touch regulation' - prosperity, debt and exposure in Britain



C'est la situation dans laquelle Washington s'engage à emprunter encore plus pour stimuler l'économie, tandis que Londres pense qu'il est très logique de lancer un nouveau projet ferroviaire extrêmement coûteux, ainsi que tout ce qui peut absorber d'énormes sommes d'argent qui peuvent être englouties, très probablement au prix de taux d'intérêt encore plus avantageux pour les épargnants.

Ni les États-Unis ni le Royaume-Uni ne semblent se rendre compte que stimuler la demande (par des mesures de relance) à un moment où l'on ne peut rien ou presque rien faire pour remplacer l'offre perdue est une forme de comportement implicitement inflationniste. La Grande-Bretagne et les États-Unis ont tous deux des lacunes de plusieurs milliards de dollars dans les futures prestations de retraite, que nous pouvons estimer à environ 8 milliards de livres sterling au Royaume-Uni et 37 milliards de dollars aux États-Unis. Tous deux ont des dettes d'études pour lesquelles un défaut de paiement à grande échelle (poliment appelé "remise") semble très probable. Aucun des deux gouvernements ne semble se rendre compte que l'octroi de "vacances" pour le paiement des loyers et des dettes crée d'énormes tensions pour les prêteurs et les propriétaires. Tous deux regardent leur secteur de l'immobilier commercial s'enfoncer dans un abîme. Dans une perspective inquiétante pour l'avenir, le régulateur britannique a approuvé une augmentation de 9 % du plafond du coût combiné du gaz et de l'électricité.

Si l'on met un instant de côté le tact, on peut se rappeler que la Grande-Bretagne (avec son obsession pour une réglementation "légère") et l'Amérique (avec la création d'"armes de destruction massive") ont été les principaux architectes de la crise financière "mondiale". Tous deux sont désormais favorables à une **"réinitialisation"**, apparemment sans savoir que l'occasion de réinitialiser le système s'est présentée - et s'est envolée - en 2008-2009. C'est alors que l'adhésion aux principes du marché aurait permis de préserver la crédibilité monétaire au prix de fortes baisses des prix (purements théoriques) d'actifs tels que les actions et les biens immobiliers.

Il est certain que cela aurait été accompagné de défaillances, auxquelles il aurait été très coûteux de remédier. Malgré tout, la recapitalisation du système bancaire aurait pu être moins coûteuse que ce qui s'est passé depuis et ce qui reste à faire à l'avenir - après tout, les dettes qui ont été maintenues dans la catégorie "performante" en 2008-2009 ne sont pas plus aptes à être remboursées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient alors.

Bien entendu, il aurait été préférable que ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ne se lancent dans la précédente frénésie d'endettement qui a duré dix ans et sans laquelle le FGPF n'aurait jamais vu le jour. Aujourd'hui, les deux pays se sont abandonnés à la théorie de l'arbre magique de l'argent, apparemment sans savoir que l'argent lui-même n'a de valeur que comme une "revendication" sur les biens et services pour lesquels il peut être échangé. La recette consistant à "produire moins, dépenser plus et se leurrer en gonflant le prix des actifs" n'a jamais été une formule gagnante. Un observateur objectif, venant peut-être d'une planète lointaine, ne verrait aucune logique à posséder des dollars américains ou des livres sterling. Les deux pays semblent s'être persuadés que la flambée des prix des actions et de l'immobilier n'est pas le signe d'une inflation

systemique et ne comprennent pas que l'injection de nouveaux crédits et d'argent frais dans des économies en difficulté ne peut avoir qu'une seule issue possible.

Si notre visiteur interplanétaire cherchait une alternative viable aux USD et aux GBP, il pourrait être tenté par l'EUR ou le JPY. Cependant, aucun des deux ne résiste vraiment à un examen objectif. L'euro est une monnaie de rêve politique, fondée sur l'idée économiquement erronée que l'on peut combiner une politique monétaire unique, "taille unique", avec dix-neuf processus budgétaires souverains différents. Cela signifie que le rôle normalement joué par les "stabilisateurs automatiques" au sein des zones monétaires doit être rempli par une aide ponctuelle et litigieuse et un système de compensation dysfonctionnel. Même avant le début de la crise pandémique, la Banque du Japon avait utilisé de l'argent nouvellement créé pour acheter plus de la moitié de toutes les obligations d'État japonaises existantes, de sorte que les actifs de la banque centrale dépassaient déjà 100 % du PIB à la fin de 2017.

En 2020, il semble que l'EQ représentait environ 29 % du PIB de l'année précédente au Japon, 25 % dans la zone euro, 15 % aux États-Unis et 14 % en Grande-Bretagne, pour une moyenne de 20 %, contre à peine 3 % en Chine. Nous pouvons être certains que la création monétaire sera beaucoup plus importante grâce à la Fed, la BoE, la BCE et la BoJ - mais pas grâce à la PBOC.

Avec les États-Unis et le Royaume-Uni qui semblent vouloir "passer de l'impression à l'oubli", l'euro qui ressemble à l'équivalent financier d'un chameau ("un cheval conçu par un comité") et le Japon profondément engagé dans la "monétisation au énième degré", notre visiteur imaginaire de l'espace pourrait sembler à court d'options. Ayant rejeté les cryptos - et après avoir jeté un regard attentif sur les métaux précieux - ses choix semblent s'être réduits à un seul.

Ce "dernier fiat debout" est le renminbi.

Il semble assez clair que la Chine, seule parmi les grandes zones monétaires, est attachée à une monnaie saine. Pékin semble déterminé à faire taire les sirènes de l'"innovation" financière à l'anglo-américaine, et même à permettre aux entreprises d'État de faire défaut à l'échelle, si c'est le prix que l'argent sain doit maintenant payer.

▲ RETOUR ▲

.Cassandra est morte. Vive Cassandra !

Ugo Bardi Lundi 8 février 2021 Cassandra Legacy



Après la chute de Troie, Cassandra a été prise comme "pallake" (concubine) d'Agamemnon et emmenée à Mycènes où elle a été tuée par Clytemnestre, la femme d'Agamemnon. Le destin des prophétesses n'est jamais aussi brillant, surtout lorsqu'elles s'avèrent avoir eu raison. Quelque chose de similaire, bien que heureusement

beaucoup moins tragique, arrive au blog de Cassandra, censuré sur Facebook par le pouvoir en place. Il est donc temps de l'arrêter. Mais Cassandra n'est pas morte ! Elle reviendra sous une forme ou une autre.

Le 2 mars 2011, j'ai lancé le blog que j'ai intitulé "*L'héritage de Cassandra*". Dix ans plus tard, le blog avait accumulé 974 messages, 332 adeptes et plus de 5 millions de visualisations (5 289 929). Récemment, le blog s'était stabilisé à environ 2 000-3 000 visualisations par jour.

Un petit blog, certes, mais j'ai toujours eu la sensation qu'il n'était pas sans impact sur la nébuleuse constellation des gens, en haut lieu, que nous appelons "*les pouvoirs en place*". C'est une histoire qui me rappelle la légende selon laquelle George W. Bush a décidé d'envahir l'Irak en 2003 après avoir appris l'existence du pic pétrolier. On peut raisonnablement penser qu'il ne s'agit que d'une légende, mais en sommes-nous sûrs ? Après tout, les gens qui prennent les décisions ne sont pas plus intelligents que nous, mais bien plus riches. Et ils peuvent mal comprendre les choses, comme nous le faisons tous. Bien sûr, leurs gaffes font beaucoup plus de bruit.

Et donc, il se peut que beaucoup de choses que nous voyons autour de nous aient une logique. Il est certain qu'un certain type de message ne peut plus être éliminé simplement en l'ignorant. Il doit être activement supprimé. Et c'est ce qui semble se produire, avec la censure qui sévit dans les médias sociaux. Même le blog de Cassandra, bien que sans importance en soi, a attiré les foudres du pouvoir en place. Il a été censuré sur Facebook et il me semble qu'il est également maintenu presque invisible dans les moteurs de recherche. Comme je l'ai dit dans un précédent article sur Cassandra, nous savions que cela allait arriver et c'est ce qui s'est passé.

Bien sûr, ce blog pourrait survivre même s'il était boycotté par Facebook, mais quand vous découvrez que vous êtes dans la ligne de mire de quelqu'un de grand et puissant, il vaut mieux le remarquer, se baisser et se mettre à l'abri. Il n'est pas très logique d'insister pour garder une position indéfendable. Il est temps pour Cassandra de plier.

Mais ce n'est pas une défaite. Au contraire, c'est un honneur que les PTB aient remarqué ce blog et aient agi contre lui (O.K., c'était peut-être juste un pépin d'un programme d'IA compliqué, qui sait ?) En tout cas, fermer le blog signifie simplement reconnaître que la guerre des mêmes suit les règles standard de la guerre. Il s'agit d'une question de mouvement. Et c'est ce que fait Cassandra. Elle se déplace. Nous le faisons tous. Les seules choses qui ne bougent jamais sont les morts, et nous sommes toujours bien vivants ! Et "*L'héritage de Cassandra*" restera en ligne, même s'il ne sera plus mis à jour.

Je travaille au renouvellement d'un blog que j'avais déjà créé, appelé "*Le piège de Sénèque*". Il sera bientôt en ligne sous le nom de "*The Seneca Effect*". Nous verrons s'il devient une autre cible pour les PTB !

En attendant, je vous transmets quelques paragraphes que j'ai tirés du livre de Dmitry Orlov "*Les cinq étapes de l'effondrement*". (2013) où il a correctement prédit comment l'Occident évoluait sur une voie qui l'amène à suivre les traces de l'ancienne Union soviétique, même en termes de censure. Orlov décrit comment, à cette époque, les gens se défendaient contre un régime envahissant et obtus. Je suppose que nous devons adopter les mêmes techniques.

L'essor de la stéganographie

par Dmitri Orlov -- Extrait de "*Les cinq étapes de l'effondrement*" (2013)

Je suis sûr que certains lecteurs se souviendront à ce stade de romans américains de la guerre froide qu'ils ont perdu leur temps à lire, ou évoqueront automatiquement des codes secrets et des technologies de communication utilisées par Financial Collapse45 pour jouer au jeu du chat et de la souris avec le KGB, tandis que d'autres voudront penser que le KGB était suffisamment incompetent et/ou démoralisé pour laisser passer toutes ces communications secrètes (je vous assure que ce n'était pas le cas). Eh bien, ayant vu comment tout cela fonctionne en pratique, je suis heureux de vous désabuser de toutes ces

notions. Les seules technologies impliquées étaient la parole et le crayon et le papier ; les bons résultats ont été obtenus grâce à la force mentale et à la solidarité.

La technique que j'ai vue utilisée était un exemple de stéganographie, qui "est l'art et la science d'écrire des messages cachés de telle sorte que personne, à part l'expéditeur et le destinataire, ne soupçonne l'existence du message, une forme de sécurité par l'obscurité. Le mot est d'origine grecque et signifie "écriture cachée" à partir des mots grecs steganos (στεγανός), qui signifie "couvert ou protégé", et graphei (γραφή), qui signifie "écriture".¹⁰ Il y a le message extérieur, public, qui est inoffensif ou insipide ou ennuyeusement redondant (à l'exception de quelques détails facilement négligés) ; puis il y a le message intérieur, privé, qui ne peut être discerné que par le destinataire prévu, qui en a une connaissance préalable. La principale caractéristique de sécurité est que le destinataire doit savoir que le message est un message tout court, et encore moins le déchiffrer.

Ma mère et ma grand-mère entretenaient une correspondance volumineuse, complétée par des conversations téléphoniques régulières. Elles discutaient de tout, du temps qu'il faisait, de leurs lectures et de ce qu'elles mangeaient au petit-déjeuner. Elles semblaient aussi curieusement obsédées par les morceaux de porcelaine : quel service à thé était un cadeau de qui, qui l'aurait aimé, qui en avait possédé un semblable à un moment ou à un autre, à qui ils l'avaient peut-être acheté et combien ils l'avaient peut-être payé, combien de tasses étaient fêlées ou cassées, si elles pouvaient être réparées, qui était le maladroit et avait cassé une tasse, qui avait été particulièrement habile à coller une tasse cassée pour qu'elle soit maintenant comme neuve et ainsi de suite, tous ces bavardages apparemment innocents entre deux femmes pointilleuses rappelant des bouts de bric-à-brac sentimentaux, mais pour quelqu'un qui sait, chargés de significations secrètes. Les tasses étaient des milliers de dollars. Les services à thé étaient des dizaines de milliers. Les tasses fêlées étaient des dépenses engagées. Les tasses cassées étaient des affaires qui étaient tombées à l'eau. Les personnes mentionnées n'étaient pas désignées par leur nom complet, mais par des diminutifs et des attentions informelles, et ne se référaient pas à des lieux et des moments réels, mais à des souvenirs privés et partagés. Mais il y avait aussi des passages d'intérêt général, comme des recettes de soupe ou de gâteau, parfois accompagnés d'un commentaire passager adressé directement au censeur du KGB, comme "D'autres personnes qui lisent ceci pourraient aussi trouver cela intéressant". Qui pourrait soupçonner une intention secrète, malveillante et conspiratrice chez quelqu'un qui semble si peu rusé ? Pas même le KGB !

▲ RETOUR ▲

La dette et la disparition de la classe moyenne

Charles Hugh Smith Lundi 8 février 2021

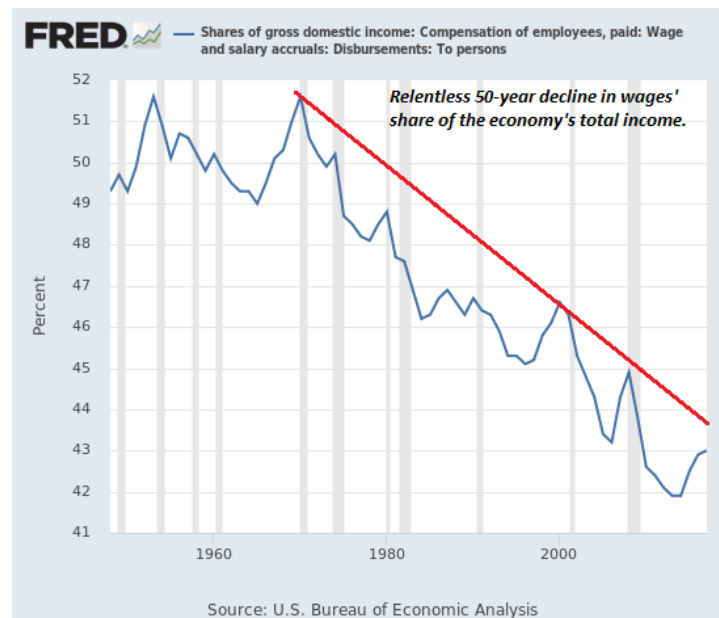
Jean-Pierre : n'oubliez jamais que c'est la classe moyenne, par son grand nombre, qui paie TOUTES les infrastructures vitales d'un pays. Donc, ...

Malheureusement pour ceux qui sont au sommet et qui ont énormément bénéficié des bulles spéculatives, celles-ci ne créent pas une classe moyenne dynamique - elles poussent ce qui reste de la classe moyenne du haut d'une falaise.

Qu'est-ce que la classe moyenne exactement et quel rôle unique joue-t-elle dans l'économie ? Étant donné que la classe moyenne est constamment invoquée par les politiciens et les économistes, on pourrait penser que le statu quo a une bonne compréhension de la classe moyenne. Hélas, ce n'est pas si simple.

Le point de vue conventionnel définit la classe moyenne par le revenu, l'éducation ou le type de travail effectué. Ce sont tous des attributs superficiels qui ignorent ce qui différencie réellement la classe ouvrière de la classe moyenne. Oui, la classe moyenne a tendance à gagner plus, à avoir un niveau d'éducation plus élevé et à exercer

un travail de col blanc plutôt qu'un travail de col bleu.



Mais l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur et l'augmentation des salaires ne confèrent pas automatiquement à la classe moyenne un rôle dans l'économie, pas plus que le fait d'exercer un travail de col blanc. Aucun de ces éléments ne fait automatiquement passer l'individu de la propriété quasi nulle du capital (classe ouvrière) à la propriété significative du capital productif (classe moyenne).

Comme je l'ai expliqué dans mon livre "Les 10% les plus riches se portent bien, la classe moyenne meurt à la vigne", la classe moyenne est fondamentalement un moyen de transformer le travail en capital par l'épargne et l'investissement. L'échelle traditionnelle de la mobilité sociale de la classe ouvrière vers la classe moyenne est celle de la capitalisation du travail : le temps et l'épargne sont investis dans l'enseignement supérieur, ce qui a pour effet de capitaliser le travail futur en augmentant la productivité.

En d'autres termes, ce qui sépare la classe ouvrière de la classe moyenne est que la classe moyenne est capable de transformer son travail en capital alors que le travail de la classe ouvrière ne fait que financer la consommation. La classe ouvrière ne se définit pas par ses diplômes, son type de travail ou ses qualifications, mais par un accès limité aux moyens de **transformer son travail en capital**.

Dans la vision marxiste classique, il y a une ligne claire entre le travail et le capital : les prolétariats travaillent dans les usines appartenant aux industriels capitalistes qui dépendent du capital monopolistique contrôlé par les banques commerciales et d'investissement.

La classe des petites entreprises - artisanat, commerce, professions libérales, etc. - n'est qu'un coin entre les classes dominantes du travail et du capital.

Dans cette optique, l'exploitation du travail est la force dominante du capitalisme. Alors que le travail est effectivement exploité dans de nombreux cas, la dynamique qui manque à ce schéma est le rôle essentiel du crédit/dette et de la consommation de la classe moyenne dans la génération de profits pour les grands propriétaires de capital. Les travailleurs à bas salaires profitent à leurs employeurs, mais pas aux banques ni à ceux qui profitent de la vente de biens et de services aux travailleurs mieux rémunérés, à savoir la classe moyenne.

L'endettement est immensément rentable, et les travailleurs à faible revenu constituent donc un bassin de rentabilité limité. Les services financiers sont passés maîtres dans l'art d'escroquer la classe ouvrière avec des

prêts sur salaire, des services d'encaissement de chèques, des prêts automobiles très utilisés, des frais de retard et de découvert très élevés, mais là encore, les travailleurs à bas salaires ne sont pas à l'abri d'une crise.

Plus les salaires de la classe moyenne sont élevés et sûrs, plus les bénéfices tirés des dettes contractées par la classe moyenne sont importants à long terme : prêts aux étudiants pour obtenir les diplômes jugés nécessaires à l'appartenance à la classe moyenne ; prêts automobiles, plus ils sont importants, mieux c'est pour la consommation ambitieuse rendue possible par des salaires plus élevés, des hypothèques pour acheter des logements et des dettes de consommation pour toute la consommation que la classe moyenne peut se permettre : voyages de ski, croisières, restaurants gastronomiques, etc.

En d'autres termes, le capitalisme moderne stagne sans une classe moyenne dynamique et solvable qui emprunte et dépense librement, car les profits découlent de niveaux élevés d'endettement et d'aspiration à la consommation que les précarités à bas salaires et précaires ne peuvent se permettre.

Mais voilà le hic : la majeure partie de l'endettement de la classe moyenne provient de l'aspiration à transformer le travail en capital par le biais de l'enseignement supérieur (dette des étudiants) et de l'accession à la propriété (hypothèques). À mesure que les salaires de la classe moyenne perdent leur pouvoir d'achat et que les revenus deviennent plus précaires (les employeurs se déchargent des coûts des soins de santé et des retraites sur leurs employés et font passer les travailleurs de l'état d'employés à celui de contractuels), la capacité de la classe moyenne à emprunter et à consommer davantage diminue.

Pire encore, ces voies traditionnelles vers la propriété du capital productif ne sont plus fiables. Les diplômes de haut niveau ne garantissent plus des salaires stables et suffisants, et l'accession à la propriété dans une économie dépendante de la bulle immobilière est moins un moyen d'épargner qu'un jeton dans le casino de la bulle économique.

Le servage de la dette attend les aspirants à la propriété du capital productif de la classe moyenne. Si le paiement des dettes est garanti, les récompenses pour s'endetter sont conditionnelles et sujettes à l'effondrement soudain de la demande de titres de compétences et d'actifs achetés avec des dettes.

La dette ne fonctionne pour la classe moyenne que si les revenus et la sécurité des revenus augmentent grâce à l'amélioration de la productivité et de l'accès au capital productif. La productivité et l'accès au capital productif s'érodent tous deux, et ce qui avait un sens dans les générations passées - emprunter pour les études universitaires et les maisons - est de plus en plus une voie vers l'endettement - le servage.

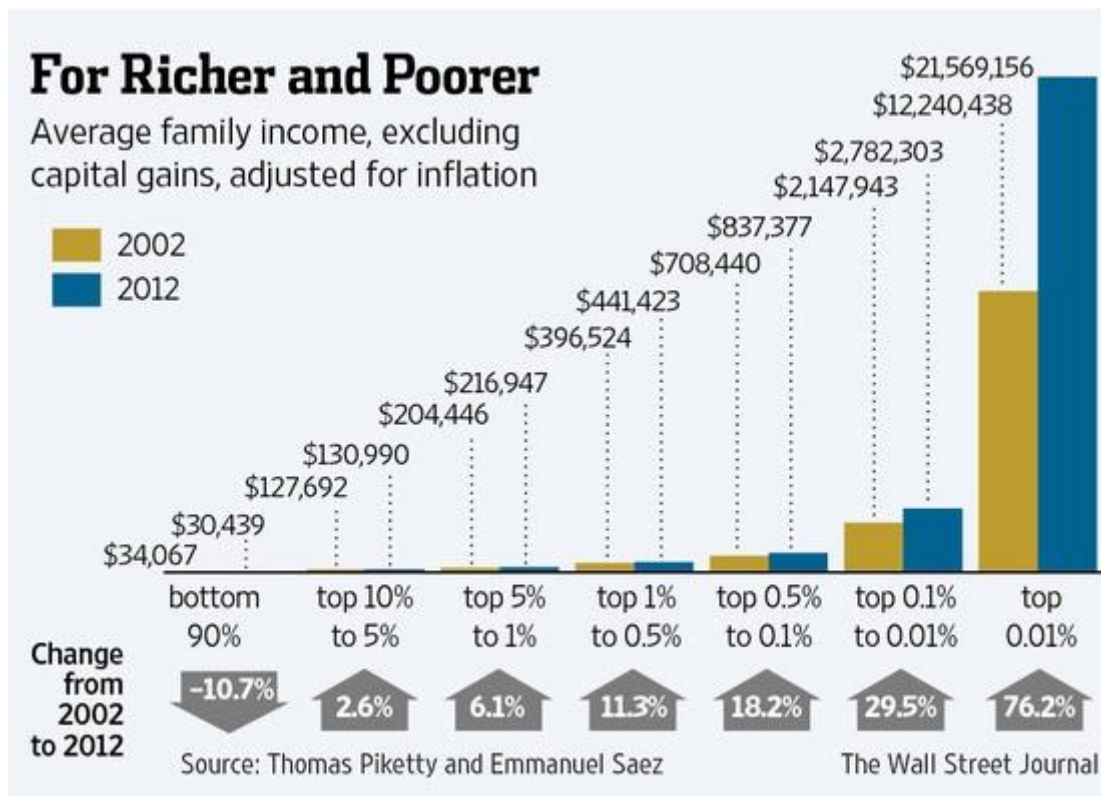
La "solution" du statu quo au déclin de la propriété du capital productif par la classe moyenne est une économie qui est maintenant totalement dépendante des bulles spéculatives. L'idée ici est que, la bulle des actifs étant de plus en plus importante, les membres de la classe moyenne qui détiennent ces actifs réaliseront des gains en capital qui compenseront la baisse de leur pouvoir d'achat et de leur sécurité de revenu.

Malheureusement, cette "solution" n'a enrichi que les 10 % supérieurs, car les 90 % inférieurs perçoivent un pourcentage proche de zéro de tous les revenus du capital, ce qui indique que 1) les 90 % inférieurs, qui comprennent la classe moyenne, possèdent un capital produisant un revenu proche de zéro et 2) le capital qu'ils possèdent est soit un "truc" qui se déprécie rapidement (véhicules, appareils électroménagers, etc.), soit un "truc" qui ne se déprécie pas.) qui ne génèrent aucun revenu ou des actifs sans valeur ajoutée comme les maisons familiales qui coûtent une fortune mais ne produisent aucun revenu et ne sont plus des investissements fiables, car l'éclatement de la prochaine bulle pourrait faire s'évaporer les capitaux propres fantômes des propriétaires de maisons générés par les bulles immobilières en série.

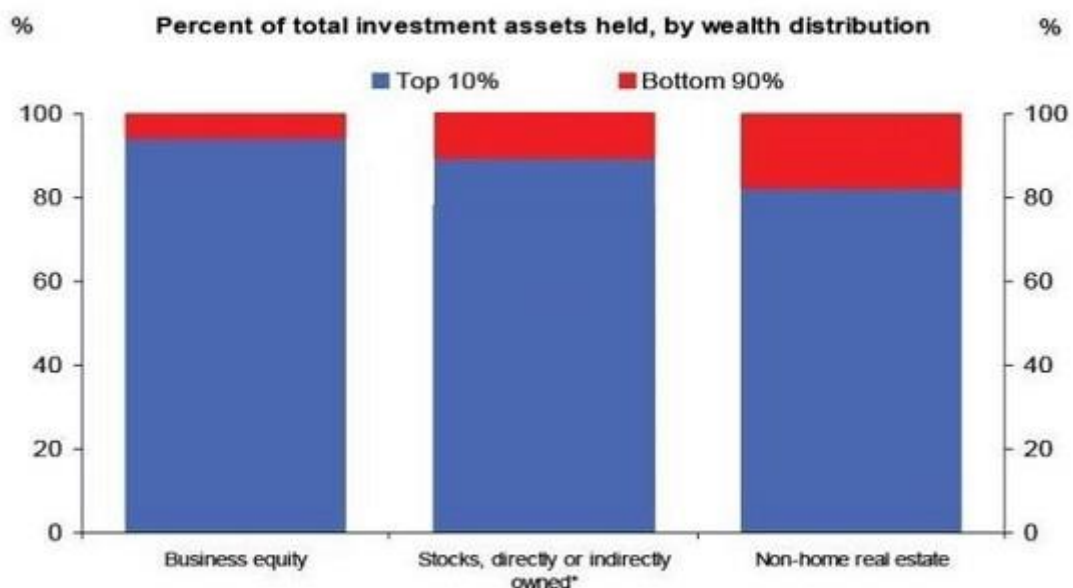
Alors que la classe moyenne stagne, les banques et les producteurs de biens et de services stagnent, tout comme la classe ouvrière à bas salaire qui travaille dans les services et les producteurs à faible productivité. Alors que la classe moyenne s'éveille au fait que les échelons de la mobilité sociale sont brisés, un effondrement

systemique est prévisible, un sujet dont Jay Taylor et moi discutons dans la prochaine révolte de la classe moyenne (22 min)

Malheureusement pour ceux qui sont au sommet et qui ont énormément bénéficié des bulles spéculatives, celles-ci ne créent pas une classe moyenne dynamique - elles poussent ce qui reste de la classe moyenne du haut d'une falaise.



10% of the US population own 84% (now 88%) of all stocks held by households

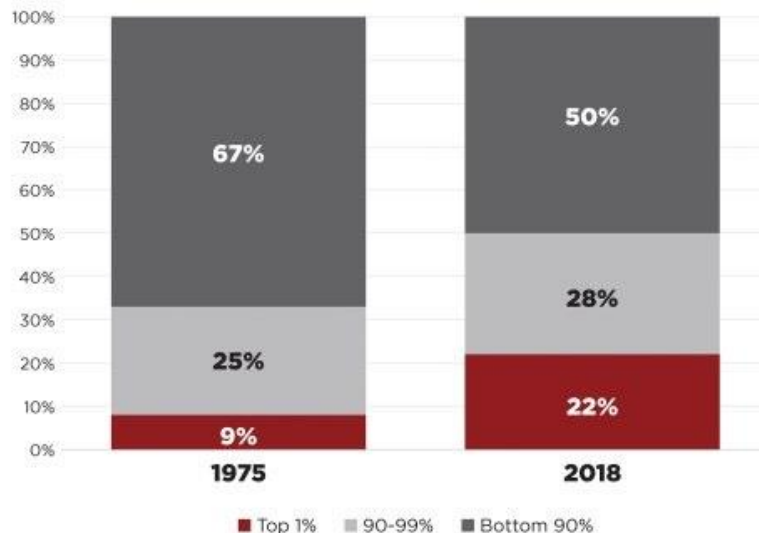


* Includes direct ownership of stocks and indirect ownership through mutual funds, trusts, and IRAs, Keogh plans, 401(k) plans, and other retirement accounts

Source: Edward N. Wolff, (2018), Survey of Consumer Finances, DB Global Research



Figure 2. Distribution of Taxable Income for 1975 to 2018



source: RAND Corporation September 2020

▲ RETOUR ▲

.Les majors pétrolières et gazières publient les résultats pour 2020

Laurent Horvath 2000watts.org Publié le 9 février 2021.



L'année 2020 aura été une année particulière dans la fabuleuse histoire du pétrole et du gaz. Est-ce le tournant? Si le pétrole avait débuté l'année à plus de 60\$ le baril, il est ensuite passé dans un cycle de montagnes russes entre -37\$ et un sommet à 40.

Les majors pétrolières sont souvent perçues comme riches. Dans la réalité, les entreprises présentées cumulent plus de \$ 250 milliards de dettes alors que leurs pertes se chiffrent en milliards. Il est fort possible que nous assistions à des fusions dans les mois à venir, pour autant que les gouvernements acceptent que leur fleuron énergétique passe dans des mains étrangères.

Voici le tour des plus grandes compagnies pétrolières privées: ExxonMobil, Chevron, ConocoPhillips des USA, BP d'Angleterre, Shell de la Hollande, Total de la France.

Leurs espoirs reposent sur une augmentation des cours. Ça tombe bien, le pétrole a passé sur les 60\$ à Londres.

ExxonMobil

Le plus grand pétrolier américain, ExxonMobil, poste une perte de \$ 22,4 milliards pour l'année 2020. En comparaison, le bénéfice de 2019 culminait à \$ 14 milliards.

Sans rire, Darren Woods, son PDG, pense que *«l'année dernière fut le marché le plus difficile que son entreprise a eu à faire face.»* Les ventes ont diminué à 182 milliards \$ au plus bas depuis 2002 (260 milliards en 2019).

Même si la major c'est pris un bouillon, le dividende de \$ 0,87 par action est maintenu tout en licenciant 1 900 employés. Dans les bruits de couloir, il se dit qu'Exxon pourrait racheter le No 2 américain: Chevron.

La dette d'ExxonMobil culmine à \$ 67.6 milliards.

Chevron

Le No2 américain, Chevron, a perdu 5,5 milliards en 2020 contre un bénéfice de 2,9 milliards en 2019.

Son chiffre d'affaires est passé sous les 100 à \$ 94,7 milliards.

Comme ses confrères, après avoir licencié plus de 10'000 collaborateurs, les dividendes sont maintenus à \$ 1,29 par action.

L'américain va réduire ses investissements à 14 milliards soit 7 de moins qu'en 2019. Pendant 2020, Chevron a acheté Noble Energy pour 13 milliards \$ et annonce la consolidation du marché pétrolier et gazier.

La dette de Chevron pointe à \$ 34,8 milliards.

ConocoPhillips

ConocoPhillips, le No3 américain, a annoncé une perte de \$2,7 milliards pour 2020 contre un bénéfice de 7,2 (tiens un palindrome chiffré avec son bénéfice) en 2019.

La dette de l'entreprise marque 13,4 milliards \$.

Royal Dutch Shell

Shell tient la palme de la plus belle gamelle avec **\$ 19,9 milliards de pertes sur 2020**. Alors que la culbute est énorme, l'entreprise en a profité pour augmenter ses dividendes de 4% avec 17,35 centimes par action afin de pouvoir compter sur les investisseurs et virer 9'000 employés.

L'entreprise a également effacé pour \$ 20 milliards d'actifs de son bilan.

En 2019, Shell avait réalisé un bénéfice de \$ 15,3 milliards. Son PDG, Ben Van Beurden annonce "avoir pris des décisions difficiles mais décisives dans une année extraordinaire."

La dette de l'entreprise s'élève à \$ 75,4 milliards.

BP

Pour la première fois en 10 ans et après la marée de DeepWater Horizon, l'anglais BP présente **une perte de 5,7 milliards \$** contre un bénéfice de 10 milliards en 2019.

Bernard Looney, son boss, pense "que le 4ème trimestre a été aussi difficile que toute l'année 2020."

L'entreprise a supprimé plus de 10'000 emplois afin de maintenir des dividendes de \$ 5,25 centimes par action.

BP aimerait vendre pour 25 milliards d'actifs et de champs pétroliers et gaziers durant les 4 prochaines années afin de payer ses investissements dans les énergies vertes.

La dette de l'entreprise s'élève à 39 milliards \$.

Total

Total accuse **une perte nette de \$ 7,2** milliards contre un bénéfice de \$ 11,2 milliards en 2019 et continue de payer un dividende de € 0,66 par action.

Le groupe veut prendre le nom de TotalEnergies pour mieux refléter la transition énergétique.

"L'année 2020 a connu deux crises majeures: celle de la pandémie de la Covid 19 qui a fortement affecté la demande mondiale, et celle du pétrole qui a conduit les prix du Brent à un niveau inférieur à 20 dollars par baril au cours du deuxième trimestre", selon le PDG Patrick Pouyanné.

Les résultats nets sont également plombés par les dépréciations d'actifs de \$ 8,1 milliards, **dont 7 milliards sur les sables bitumineux au Canada.**

Du côté de l'emploi, l'entreprise s'est séparé de 700 employés ce qui est bien moindre que ses concurrents.

La production d'hydrocarbures a été de 2,8 millions de barils par jour, soit -9% sur un an.

La dette nette de Total s'établit à 37,13 milliards.

▲ RETOUR ▲

.Après Covid-19 : qu'est-ce que la "Grande réinitialisation" promue par le Forum de Davos ?

par Pascal Hérard 22 janvier 2021

Jean-Pierre : ce concept de « grand reset » exposé ici est 100% idiotlogique.



Le Forum Economique Mondial en 2017, image d'illustration

Le Great Reset — ou Grande réinitialisation — ~~pourrait sortir la planète de la crise dans laquelle elle est plongée,~~ selon le Forum économique mondial de Davos. Quand certains voient dans ce projet une future gouvernance mondiale liberticide ou encore une vaste opération de marketing vert, d'autres y voient au contraire l'opportunité de propulser la quatrième révolution industrielle et refonder le capitalisme. Décryptage du "monde d'après Covid" souhaité par les dirigeants économiques de la planète.

La "Grande réinitialisation" promue par [le Forum de Davos](#) depuis juin 2020 est une somme de pratiques et de réformes à mettre en place au niveau mondial afin de créer une nouvelle donne économique, environnementale et sociale face à la crise sanitaire. Ce projet a pour ambition de créer un monde futur meilleur:

"Il s'agit de rendre le monde moins clivant, moins polluant, moins destructeur, plus inclusif, plus équitable et plus juste que celui dans lequel nous vivions à l'ère pré-pandémique. Ne rien faire, ou trop peu, revient à avancer aveuglément vers toujours plus d'inégalités sociales, de déséquilibres économiques, d'injustice et de dégradation de l'environnement", explique l'organisation sur son site web.

La nouvelle session annuelle du Forum économique mondial, traitant de la Grande Réinitialisation, [a été repoussée à l'été à cause de la pandémie de Covid-19](#). Du 25 au 29 janvier, le Forum organisera de façon virtuelle les "Dialogues de Davos".

Malgré ces bonnes intentions, le projet de "Grande réinitialisation" est critiqué, voire utilisé pour développer des théories autour d'un "complot mondial des élites". C'est le cas en France avec le film diffusé sur Internet, "Hold-Up, retour sur un Chaos", qui en parle longuement dans sa dernière partie.

Réinitialiser... la société ?

Au-delà de ces théories de "contrôle planétaire par les élites réunies à Davos", ou du terme contestable de "grande réinitialisation", quel est le contenu réel et concret de ce projet présenté comme une "transformation de

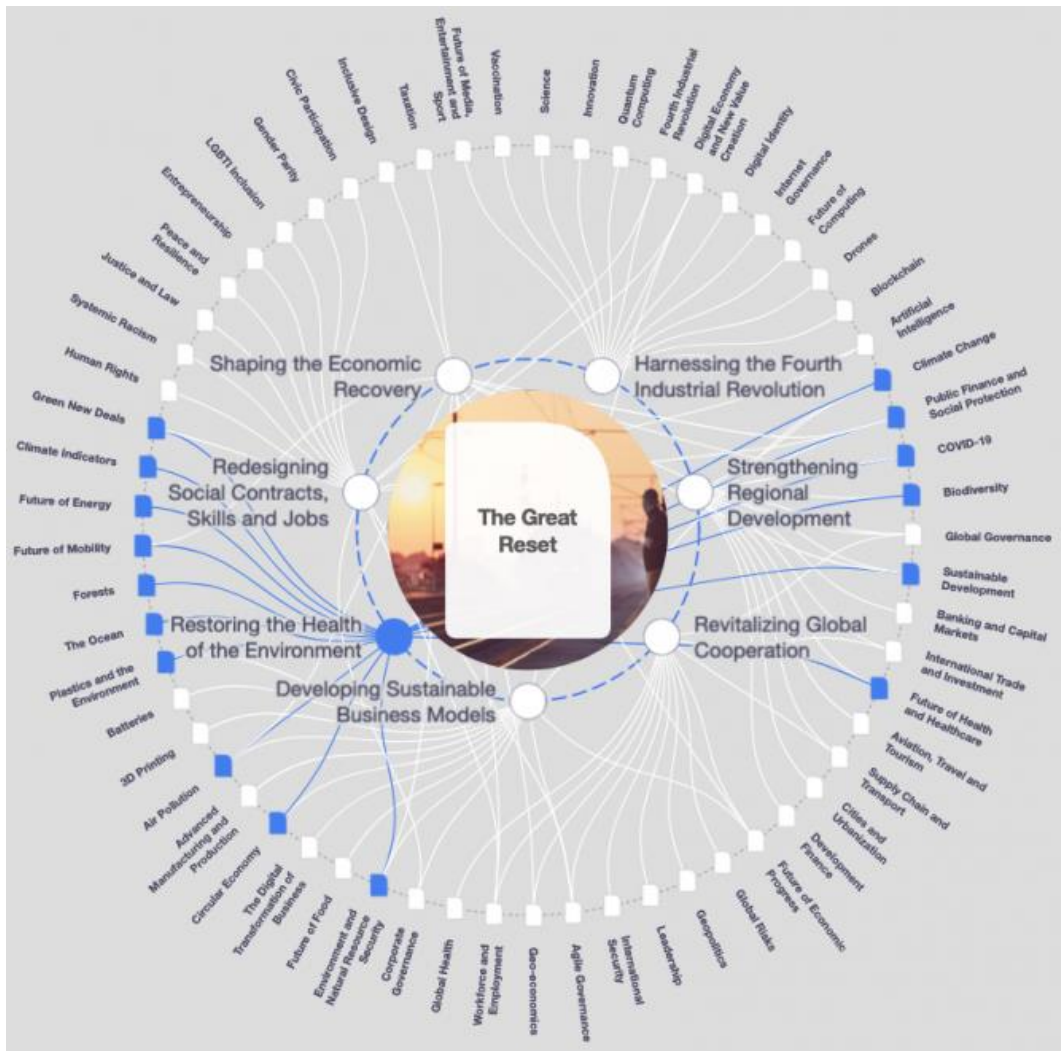
l'économie et de la société" à l'échelle du globe ?

Une vidéo promotionnelle du "Great Reset" a été publiée en juin 2020 par l'organisation basée en Suisse, qui permet de mieux comprendre quelles en sont les grandes intentions :

Le concept central du "Great Reset" est donc la *"transformation de toute notre société pour construire un monde meilleur"*, la planète étant à *"un carrefour historique avec le changement climatique et les économies qui vacillent, les inégalités qui menacent les fondements de la société"*. Toujours selon l'organisation de Davos, il semble qu'il n'y ait plus "des sociétés" — au pluriel — mais une seule. La société globalisée donc, planétaire. La crise du coronavirus aurait *"mis en évidence les failles de notre société et révélé à quel point notre monde est devenu injuste pour tant de personnes"*.

Avec la menace d'extinction, il n'y a qu'au niveau international que les problèmes peuvent être réglés. Le "Great Reset" provoque mon enthousiasme plutôt que mon inquiétude. Paul Jorion, anthropologue et analyste des systèmes financiers

[Un schéma interactif sur le site web du Forum économique mondial](#), permet de connaître tout ce qui concernerait la Grande Réinitialisation. Ce sont en réalité toutes les activités humaines :



Copie d'écran du schéma interactif de la stratégie pour le Great Reset

Transformer l'économie pour un monde plus vert ?

La solution pour résoudre les grands problèmes environnementaux et sociaux existe, selon le Forum de Davos,

et elle se résume en une phrase : *"Transformer l'économie"*. Pour y parvenir, l'organisation propose d'~~"orienter l'économie vers des résultats plus équitables, canaliser les investissements pour "construire mieux", développer des infrastructures et techniques de construction qui ne dégradent pas l'environnement et se servir de la quatrième révolution industrielle pour notre bien"~~. Cette quatrième révolution industrielle est celle de l'automatisation des machines par l'intelligence artificielle et la généralisation des "énergies vertes". C'est elle qui, en grande partie, mènerait à *"un monde plus vert, plus juste et plus prospère"*, toujours selon le Forum économique mondial.

Paul Jorion, anthropologue et analyste des systèmes financiers, voit dans cette partie du projet une véritable chance d'améliorer la justice sociale et de réduire les émissions de CO2. Pour lui, les critiques à l'encontre d'un nouvel ordre mondial qui prendrait le pouvoir, ou la dénonciation de **solutions "vertes" de façade**, sont décalées : *"Critiquer l'aspect mondial de la proposition est à mon sens ridicule : comment lutter contre une pandémie, la montée des eaux des océans, le réchauffement climatique ? Au niveau régional, municipal ? Avec la menace d'extinction, il n'y a qu'au niveau international que les problèmes peuvent être réglés. Le Great Reset provoque mon enthousiasme plutôt que mon inquiétude. J'ai d'ailleurs félicité le président de Davos pour cette initiative dans une de mes chroniques, parce que pour moi cela renoue avec l'idée gaullienne de la participation."*

L'énorme mât en acier d'une éolienne fait plus de 100 mètres de haut, les pales font plus de 50 mètres de long et sont en plastiques spéciaux. Le tout demande des métaux rares extraits de mines très polluantes. On est donc très loin de l'écologie, c'est même l'inverse. **Jean-Louis Butré, président de l'association française d'utilité publique "Fédération environnement durable"**

Qui pourrait ne pas vouloir *"un monde plus vert, plus juste et plus prospère"* ? Personne. Mais la question gênante au sujet du Great Reset serait plutôt celle des moyens envisagés pour parvenir à ce *"monde meilleur et plus vert"*. Particulièrement dans le cadre de l'environnement et donc de l'écologie, les solutions proposées par le Forum de Davos sont sujettes à critique. C'est le cas des parcs éoliens, promus par Davos comme *"des infrastructures et techniques de construction qui ne dégradent pas l'environnement"*.

Jean-Louis Butré, président de l'association française d'utilité publique *"Fédération environnement durable"*, dénonce les ravages écologiques causés par les éoliennes, doublés de leur inefficacité énergétique :

"Les éoliennes sont présentées depuis des années comme devant sauver la planète, mais c'est un mensonge marketing. Une éolienne terrestre c'est 2500 tonnes de béton armé dans le sol, donc c'est 25 millions de tonnes de béton pour 10 000 éoliennes. C'est l'équivalent d'une file de camions-toupie à béton qui, mis bout à bout, feraient la moitié du tour de la Terre. Et cela, seulement pour 10 000 éoliennes. L'énorme mât en acier d'une éolienne fait plus de 100 mètres de haut, les pales font plus de 50 mètres de long et sont en plastiques spéciaux. Le tout demande des métaux rares extraits de mines très polluantes. On est donc très loin de l'écologie, c'est même l'inverse. Sans compter les effets terribles que les éoliennes ont sur la faune, ainsi que la destruction des paysages et les nuisances sonores engendrées pour les populations qui vivent à côté..."

La problématique de l'efficacité énergétique de l'éolien et du photovoltaïque est aussi pointée du doigt par Jean-Louis Butré. La rentabilité économique des énergies dites **"vertes"** est effectivement mise en cause par des études depuis peu.

Refonder le capitalisme ?

Sur le travail, la robotisation et l'économie en général, une sorte de *"solution technologique universelle"* semble s'appliquer avec le projet du Forum de Davos. Le ~~"bonheur global et la justice sociale"~~ seraient à notre portée, ~~pour peu que le plus d'activités humaines possibles soient robotisées et automatisées~~, alliées à des grands projets "verts" et de nouvelles réglementations.

Du côté de la justice économique et sociale, [l'économiste allemand Klaus Schwab](#) — à la tête du Forum de Davos — a justement indiqué que l'une des priorités de la Grande réinitialisation était *"d'inciter le marché à produire des effets plus équitables, en instaurant par exemple un impôt sur la fortune"*.

La "nouvelle régulation économique mondiale", passant entre autres par la fiscalité, semble très sociale et loin des discours habituels du forum de Davos. Paul Jorion a malgré tout confiance dans ce discours et confirme la nécessité selon lui d'instaurer ces nouvelles règles :

"Il n'y a plus d'ordre monétaire mondial depuis 1971 et cela provoque des choses terribles. Il faudrait remettre en place un ordre monétaire international, en conservant à l'esprit que ces propositions fiscales et économiques du "Great Reset" sont des idées sociales-démocrates tout à fait classiques. Je suis pour l'impôt sur la fortune mondiale, je suis pour les retraits des subventions aux énergies fossiles et je suis pour les nouvelles règles régissant la propriété intellectuelle, le commerce et la concurrence".

On ne va pas changer le capitalisme financiarisé actuel par la bonne volonté des grandes entreprises, surtout quand on connaît le système des incitations à court terme qui caractérise ce système.

Dany Lang, maître de conférences en économie à l'Université de Paris 13 et membre du collectif des "Economiste Aterrés"

Dans un entretien accordé au quotidien allemand [Die Zeit](#), Klaus Schwab explique que *"le néolibéralisme a fait son temps (...) sa défaillance a été mise à nu par la crise du Covid-19 qui a exacerbé les inégalités sociales"*. L'économiste, qui préside le Forum de Davos, définit le néolibéralisme comme *"un capitalisme non réglementé et sans restriction"*, et dit vouloir *"privilégier un capitalisme responsable qui s'attaque à deux défis majeurs que sont l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, et la crise climatique."*

La solution réside — selon Klaus Schwab et le projet de Grande réinitialisation — dans une *"redéfinition du capitalisme, pour prendre en compte le capital financier, mais aussi le capital social, le capital naturel et le capital humain."*

Great Reset... **une poudre aux yeux ?**

Dany Lang, maître de conférences en économie à l'Université de Paris 13 et membre du collectif des "Economiste Aterrés" ne voit pas comment le Great Reset pourrait résoudre les problèmes actuels de l'économie mondiale et de l'écologie :

"Ce projet est certainement plein de bonnes intentions, mais ce n'est avec des champs d'éoliennes qu'on va résoudre la crise écologique et sociale. Connaissant Davos, j'attends aussi de voir si dans un an, une fois l'épidémie derrière nous, leur discours sera toujours le même. Mais surtout, on ne va pas changer le capitalisme financiarisé actuel par la bonne volonté des grandes entreprises, surtout quand on connaît le système des incitations à court terme qui caractérise ce système."

Pour ce spécialiste de la macroéconomie, de la finance et de la modélisation, ces déclarations de refondation du capitalisme sont en réalité absurdes : *"On part toujours de l'existant, on ne peut pas refonder entièrement un système comme le capitalisme financiarisé, comme ça. C'est de la poudre aux yeux. C'est très bien ce discours de Davos, mais il faut passer des paroles aux actes. Pour l'impôt sur la fortune, c'est aussi très bien qu'ils reprennent les propositions de Thomas Piketty (Economiste français auteur du Capital au XXIème siècle, NDLR), mais ça n'arrivera jamais. Il faut se rappeler quand même que les mêmes décideurs de Davos se sont toujours opposés à toute régulation, même très modeste telle que [la taxe Tobin](#) (taxe de 0,1% sur les transactions financières)."*

Pour un monde plus vert et plus juste, il faut commencer par une meilleure répartition des richesses, alors qu'on est au contraire dans une concentration des richesses qui est extrême, en particulier dans les pays développés. Dany Lang, maître de conférences en économie à l'Université de Paris 13 et membre du collectif des "Economiste Aterrés"

Pour Dany Lang, la capacité du Forum de Davos à faire des grandes déclarations positives de changement global et ne pas tenir ses engagements, n'est pas une nouveauté. L'économiste rappelle que "Déjà en 2008, Davos déclarait qu'il fallait tout changer. Résultat des courses, les règles de séparation bancaires n'ont pas été mises en place et le peu qui été fait a été démolé par Trump. Pour un monde plus vert et plus juste, il faut commencer par une meilleure répartition des richesses, alors qu'on est au contraire dans une concentration des richesses qui est extrême, en particulier dans les pays développés. Ce qui veut dire qu'il faudrait que les décideurs de Davos acceptent que l'État serve à autre chose que servir leurs propres intérêts, et ce n'est pas le cas à mon sens. Est-ce qu'ils parlent par exemple de protectionnisme ou d'État social dans le Great Reset ? Non, ce n'est pas dans leur logiciel. Donc je ne vois vraiment pas comment ces discours peuvent mener à quoi que ce soit de concrètement plus juste."

Dany Lang estime que la crise sanitaire, économique et sociale en cours demanderait des mesures concrètes qui ne sont pas contenues dans la Grande réinitialisation de Davos : "Pour vraiment changer le système capitaliste et le rendre plus juste, il faudrait commencer par modifier la répartition entre les salaires et les profits. Cela passe par de la régulation, le renforcement du droit du travail, l'augmentation du salaire minimum. Quand on sortira de l'épidémie, il y aura un chômage de masse, et si l'on veut assurer une transition écologique il faudrait le faire [avec des emplois garantis par l'État](#)."

En guise de conclusion, l'économiste estime que la Grande réinitialisation a très peu de chance de créer un monde meilleur ou de changer en bien l'économie mondiale. L'une des raisons est simple et passe pour lui par un exemple trivial mais parlant : "Ce sont les mêmes décideurs de Davos qui proposent ce nouveau modèle plus juste et plus durable, qui, quand on leur parle de mettre une garantie de 5 ans sur les appareils, expliquent que c'est impossible, que ce serait la fin du monde."

▲ RETOUR ▲

.Tout savoir sur la désobéissance civile

Par [biosphere](#) 9 février 2021



Il y a ceux qui pratiquent la [désobéissance civile en Birmanie](#). Moins d'une semaine après le coup d'État militaire, des dizaines de milliers de personnes ont marché dans plusieurs grandes villes, exigeant le retour à la démocratie et la libération de la dirigeante Aung San Suu Kyi. « *Le risque importe peu, l'avenir du pays est en jeu.* » devient un cri de ralliement. Et puis il y a ceux qui classifient les actes de désobéissance. [Pour Noël Mamère](#), « *la colère des restaurateurs en France, ce n'est que jacquerie, un amalgame qui utilise une expression forgée par les combats au nom de la justice pour tous et de la conquête de nouveaux droits* ».

Certes un désobéissant, s'il avait eu 20 ans au moment de la guerre d'Algérie, serait devenu objecteur de conscience. Certes le désobéissant a été « faucheur volontaire d'OGM » aux côtés de José Bové en l'an 2000. Mais pour justifier la désobéissance, l'action doit avoir des fondements plus concrets que se référer au mot valise « justice », une notion très variable dans le temps et dans l'espace. Aider des sans-papiers au mépris de la loi, est-ce de la désobéissance civile ? Marier des homosexuel en tant que maire alors que c'est illégal, est-ce de la désobéissance civile ? Quel doit être le sens du combat pour mériter le titre de « désobéissance civile » ? Il faut s'interroger sur l'objectif de l'action, pas simplement sur ses modalités.

Historiquement la désobéissance civile a toujours été menée au nom d'une libération. Lutte contre l'impérialisme anglais avec le mahatma Gandhi pour obtenir l'indépendance de l'Inde, lutte contre la ségrégation raciale avec Martin Luther King pour libérer les Noirs aux États-Unis, lutte contre les multinationales de la semence pour libérer les paysans, lutte contre l'armée pour se libérer de l'oppression militaire en Algérie ou en Birmanie. En bref la désobéissance civile se pratique pour libérer un peuple enchaîné par une contrainte extérieure qui empêche sa libre détermination ; on redonne à la démocratie ses vertus d'égalisation entre les membres d'une communauté.

L'idée de libération prend une nouvelle forme aujourd'hui, il s'agit de lutter contre l'emprise thermo-industrielle sur nos existences. Les exemples se multiplient aujourd'hui : il y a des grèves scolaires initiées par Greta Thunberg, il y a des gens qui abandonnent un boulot allant à l'encontre de l'équilibre climatique, il y a les militants d'Extinction Rebellion qui essayent de bloquer un système qui nous broie, il y même des éco-guerriers qui détériorent les biens qui nous mènent au désastre, les SUV entre autres. Dans ce contexte, la colère des gilets jaunes, une jacquerie motivée par des raisons personnelles, c'était seulement vouloir rouler en bagnole à moindre frais, c'était agir contre l'intérêt des générations futures

« Désobéir » signifie « faire son devoir », répondre à ce que dicte sa conscience même si c'est à l'encontre des règles conventionnelles à un moment donné, et quel qu'en soit parfois le prix : *l'utopie ou la mort*, écrivait René Dumont. Un désobéissant écolo trouve sa légitimité dans une action faite pour le bien commun, non seulement celui des générations présentes, mais aussi celui des générations futures, sachant qu'il faut aussi considérer la protection des autres espèces et la durabilité du milieu naturel. En clair, la désobéissance civile repose principalement aujourd'hui sur des justifications d'ordre écologique.

▲ RETOUR ▲

.C'EST L'ÉCONOMIE, IDIOT !

8 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



« L'écologie capitaliste » selon John Kerry

Phrase célèbre, mais ce n'est pas l'économie qui est en cause. [C'est la géologie](#) et la physique, et le désir de certains à s'en mettre plein les fouilles grâce au "réchauffement climatique". Un John Kerry qui va prêcher pour l'accord de Paris, ne doit pas faire oublier le John Kerry avec 12 bagnoles, 2 yachts et 1 jet privé (un seul, le pôvre !), qui ne fonctionne pas à l'huile de coude.

Si le charbon de 2020 n'est plus compétitif aux USA pour la production d'électricité, n'impliquez pas le climat. Impliquez le fait que pour sortir une tonne de charbon en 2020, il faut déplacer pas loin de 4 tonnes de minerai, contre 2 seulement en 1975...

La réalité de la chose ? Le passage de vaseline. Dans une réserve indienne, depuis 50 ans, les [seuls bons emplois](#), c'étaient ceux de la centrale thermique, remplacé par rien du tout. La revitalisation des zones charbonnières, par exemple, n'a jamais eu lieu.

Les centrales thermiques au charbon, [pour la plupart](#), fonctionnent sous la ligne de profitabilité-rentabilité.

Trump n'a pas entravé le déclin charbonnier. Il s'est accéléré sous sa présidence.

[La fin de l'économie fossile](#) va entraîner de sérieuses secousses et pour l'élite, la seule manière de le faire passer, c'est de jouer la panique, totalement incapables de dire, pour une fois encore, la vérité.

Dans la fin du charbon en Europe occidentale, la secousse fut terrible, mais localisée, avec des villes qui ne s'en sont pas remises. Le bassin minier du nord a eu ses premiers députés FN.

[Un petit exemple](#) avec ce qui vient d'arriver pour la Russie. [Exportations d'énergie](#) en volume : - 6 %, en valeur - 36 %. Moralité ? L'investissement, logiquement s'effondre, partout dans le monde.

[En France](#), la consommation de produits pétroliers [a baissé de 15 %](#).

[.EXAGÉRATION TEXANE... ET D'AUTRES...](#)

Le Texas, c'est l'état qui exagère. Il veut faire sécession, est globalement productif, même si c'est à perte, et a aussi des ressources en terres rares, qui comme leur nom l'indique ne sont pas si rares, mais c'est [une appellation](#) du 19^e siècle.

C'est tout à fait possible de recréer une économie productive, d'abord parce que les mines chinoises ne sont pas éternelles, mêmes si certains l'ignore. Il suffit de politiquement soutenir l'aventure. Après tout, [les USA ont flambés des centaines de milliards dans le pétrole-gaz de schiste qui n'a jamais rapporté un rond](#). Ici, ça pourrait être rentable, et être une meilleure option que celle militaire, pour reconstituer la puissance des USA.

Donald, lui, n'a pas trop de soucis à se faire pour sa destitution, d'abord parce qu'il ne peut plus l'être, il n'est plus en exercice, ce que les connards de démocrates semblent ignorer, ensuite, qu'il [n'y aura pas une majorité](#), même la presse française s'en est aperçue, c'est dire. Mais je prédis un avenir douloureux pour les ripoublicains qui auront trahit Trump. Cruz l'a bien compris. Même s'il ne l'aimait pas vraiment, il lui colle aux basques, au moins pour récupérer le fonds de commerce. Plus Trump que Trump.

[La conjoncture fera le reste](#). [111 millions d'USAméricains au chômage](#), et immigration ouverte. Il n'y a pas un truc qui les dérange ???

Pour ce qui est du "*changement climatique*", il est heureux qu'on constate la collusion des chantres de ce changement et [d'immenses fortunes](#).

Immenses fortunes, d'ailleurs, aussi, dans la [crise des opiacés](#), close au niveau pénal, par une peine ridicule, pas même mille dollars par victime.

Pour ce qui est des anciennes drogues, elles ne sont plus ce qu'elles étaient, [la conso de pinard](#) faiblit.

Pour Christine Lagaffe, nous sommes dans la plus grande crise économique depuis la seconde guerre mondiale, mais [les gueux](#) devront payer [la dette fictive](#). Le Japon monétise depuis 30 ans, sans que la monnaie s'en porte mal, ni sans que l'inflation se déchaîne.

[Le prix du fret](#) s'est envolé, mais pour les mauvaises raisons. La désorganisation des chaînes logistiques est là.

[Ridicule assumé](#), la France compte planter 50 millions d'arbres, chiffre totalement ridicule, simple effet d'annonce pour impressionner les idiots.

On a parlé "[d'arrogance intellectuelle](#)" et "mépris de classe", pour Macron, c'est faux, je déments totalement. Pour avoir de l'arrogance intellectuelle, il faut avoir un intellect, ce qui lui défaut totalement aussi. Pareil pour la classe. Il en est totalement dépourvu. Il n'a que le beau costard du nouveau riche.

Fait sociétal, [le décrocheur de banderole identitaire](#) est vraiment de gôche. Un membre de la gôche est reconnaissable au fait qu'il tabasse sa femme et/ou viole les pitis enfants. Dans le cas d'espèce, il est poursuivi pour avoir taper sur sa compagne.

."INVESTISSEMENTS MASSIFS"

Le voile est jeté et l'escroquerie démasquée.

Il n'y a pas d'économie parisienne, autre que potemkine : *"La situation économique de la capitale, très dépendante du tourisme international, "est extrêmement préoccupante", souligne la maire socialiste dans cet entretien publié sur le site internet du quotidien économique".*

Et des subventions massives de l'état. Aujourd'hui, sœur Anne demande donc, logiquement, des sous à l'état, en plus de ceux, devenus insuffisants, de la ville, pour des "investissements", ce qui est cocasse, vue que cette ville produit que dalle, nibe, nada, nothing, seulement des grimaces, appelé "culture", "événementiel"...

Marseille, même combat, après l'effondrement fatal, on se pose la question de l'indemnisation des propriétaires (les victimes des dits propriétaires, rien à cirer), alors que la valeur réelle des biens, c'est en dessous de zéro. En effet, un bien qui n'est qu'à détruire à une valeur négative. Parce que si on demande aux dits propriétaire d'investir pour reconstruire ou entretenir, on arrive à un gros "Euuuhhhh".

A Paris, on manifeste contre "le saccage, écologique, urbaniste et social des JO". Changement d'époque, on trouve des opposants à l'idée même de JO. Ce qui est amplement justifié. Bien sûr, la touche actuelle, c'est "l'écologisme", alors que la charge la plus importante, contre, c'est le saccage économique certain.

Beaucoup de dépenses, et retombées négatives.

On ne se pose pas la bonne question. Il est souvent nécessaire de démolir (déconstruire en politiquement correct), simplement pour aérer certaines zones.

Barcelone, on veut bannir les logements AirBnB, ce qui semble logique, si on veut loger les habitants. Le touriste, c'est le riche d'ailleurs, qui peut surpayer la location, parce qu'il ne loue qu'un temps court.

"Le recul économique de Paris devrait être long, profond et douloureux"...

De fait, ce ne sera pas un recul long, profond et douloureux, ce sera un recul définitif. Comme je l'ai dit, comme Jancovici l'a dit, comme d'autres l'ont dit, une grande ville, ça nécessite un flux ininterrompu et constant (au moins) d'énergie. Sans cela, elle n'existe pas.

Paris n'est qu'une ville de villageois, c'est à dire de gens qui ne savent rien en dehors de leur village.

Toutes les villes ici citées, Paris, Barcelone, Marseille, souffrent désormais d'hypertrophie et n'ont pas d'autre scénario réaliste qu'un downsizing voulu, et pour le moment, les tarés de dirigeants en sont encore aux scénarios de croissance, parce qu'ils n'ont connu que cela. Mais leur dernier scénario de croissance n'a été que celui de la dette.

Les hommes politiques ne sont pas les seuls malades, les électeurs aussi le sont, à voter pour des écologistes amateurs de plantes vertes, de pistes cyclables, autres babioles et colifichets, alors que le problème des villes, c'est la densité incroyable créée par le fossile.

Le seul problème de Paris, ce sont les Parisiens et leur entassement.

▲ RETOUR ▲

.Le pétrole dépasse les 60 dollars le baril. Une 1ère depuis la pandémie.

par [Charles Sannat](#) | 9 Fév 2021



Les prix du pétrole montent encore, et nous allons bientôt atteindre un niveau de prix critique, un niveau à partir duquel, vous allez entendre les couinements et les grincements d'une économie mondiale qui a besoin d'une énergie abondante et peu coûteuse.

Je vous invite également, pour une vision plus large à prendre en considération l'augmentation des taux aux Etats-Unis. Légère pour le moment, une augmentation des taux reste dans tous les cas une ponction sur l'économie.

Quand vous avez des taux en hausse et une énergie en hausse également, sur une économie fragile, alors cela ne sent pas bon du tout.

Nous ne sommes pas encore arrivés au niveau des cris de douleur, mais ces deux mouvements sont à surveiller.

Pour la hausse du pétrole, l'explication est double. D'une part certains pays réduisent encore leur production, et d'autres parts, anticipent une reprise économique plus forte grâce aux vaccins et la fin de la crise sanitaire.

D'où la poussée d'inflation que nous pourrions connaître lors de ce premier semestre 2021.

Le baril de Brent retrouve son niveau d'avant le début de la pandémie de Covid-19

Le Brent européen de la mer du Nord a atteint 60 dollars le baril pour la première fois depuis le 29 janvier 2020, boosté par la réduction de la production pétrolière décidée par l'Arabie saoudite et l'arrivée des vaccins contre le Covid-19.

Le prix du pétrole brut Brent a dépassé ce lundi 8 février 60 dollars le baril pour la première fois depuis le 29 janvier de l'année dernière.

À 06h25 (heure de Paris), les contrats à terme pour avril ont augmenté de 0,77% pour s'établir à 60,01 dollars le baril. Le prix de ceux pour mars pour le WTI (West Texas Intermediate) s'est également accru de 1,18% pour atteindre 57,53 dollars.

Cependant, le Brent a ensuite perdu du terrain, évoluant actuellement aux alentours de 60 dollars le baril.

Les facteurs de la hausse des prix

Bloomberg indique que la hausse des prix du pétrole est due à la récente décision de l'Arabie saoudite de

réduire la production d'un million de barils par jour en février et mars. Selon le ministre algérien de l'Énergie Abdelmadjid Attar, la montée des prix du brut s'explique également par l'arrivée des vaccins contre le Covid-19.

«La hausse du cours du pétrole est à mettre, avant tout, sur les décisions prises par les pays membres de l'OPEP+ [...]. Bien sûr, l'arrivée du vaccin contre le Covid-19 est aussi un élément important pour le secteur de l'énergie», indique M.Attar à Sputnik.

L'accord OPEP+ de 2021

Début janvier, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs partenaires (OPEP+) sont parvenus à un accord prévoyant la réduction de la production de pétrole par l'Arabie saoudite. Dans le cadre de cet accord, la Russie et le Kazakhstan peuvent accroître la leur respectivement de 65.000 et de 10.000 barils par jour dès février.

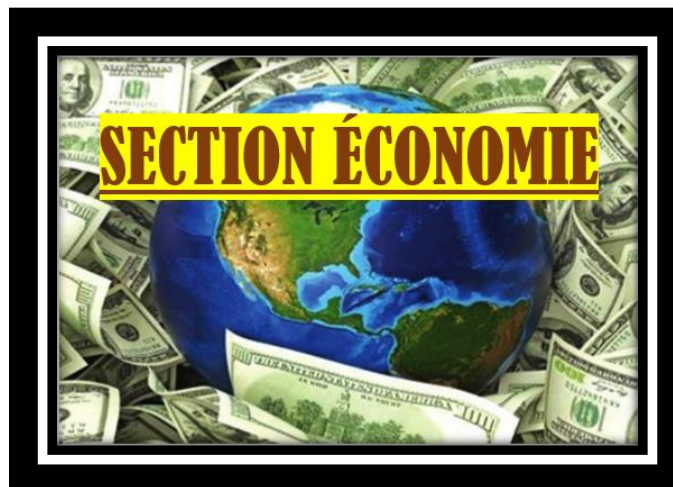
Selon Bloomberg, cet accord permettra à l'Arabie saoudite d'obtenir des prix du pétrole relativement élevés et à la Russie d'augmenter sa production.

Le 8 janvier, peu après la réunion de l'OPEP+, le prix du baril de pétrole Brent avait dépassé les 55 dollars, atteignant son niveau prépandémie à la bourse de Londres ICE.

Pourtant, la situation est loin d'être idéale sur le marché du pétrole, notent les analystes, rappelant que **les participants à l'accord de l'OPEP+ ne sont pas tous prêts à respecter leurs engagements.**

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

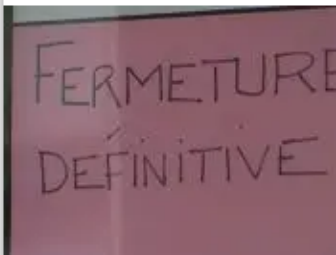
▲ RETOUR ▲



2021, nouvelle année à haut risque pour l'économie mondiale ?

Publié le 9 février 2021 à 09:00:56 / 1 commentaire / 222 vues

2021 est censée renouer avec le rebond économique. Une année de rattrapage, après la récession historique de 2020. Mais tout dépendra de l'évolution de la... Lire la suite



Philippe Herlin: « Selon Natixis, les faillites d'entreprises en France augmenteraient de 25% en 2021, ça me semble sous-évalué... »

Publié le 8 février 2021 à 20:30:19 / 0 commentaire / 270 vues

Philippe Herlin: « Selon Natixis, les faillites d'entreprises en France augmenteraient de 25% en 2021, ça me semble sous-évalué. Ceci-dit la



Brigitte Gabriel, journaliste: « Le président Trump travaille sur quelque chose d'ÉNORME. De grandes choses vont se produire. Passez une excellente semaine !! »

Publié le 9 février 2021 à 12:47:46 / 43 commentaires / 4 564 vues

Brigitte Gabriel, journaliste: « Le président Trump travaille sur quelque chose d'ÉNORME. De grandes choses vont se produire. Passez une excellente

semaine !! »... Lire la suite



Déposants bancaires, Prenez garde !

Publié le 9 février 2021 à 10:00:44 / 5 commentaires / 955 vues

La fraude commise par la première banque suédoise est reproduite aujourd'hui dans pratiquement toutes les banques du monde. Parce que toutes les banques prennent... Lire la suite



« Nous veillons à ce que la monnaie conserve sa valeur ! »... Mais qui a pu avoir l'audace de sortir une telle connerie ?

Publié le 9 février 2021 à 08:00:30 / 2 commentaires / 412 vues

Cette déclaration figure sur le site Internet de la plus ancienne banque centrale du monde. Vous vous demandez comment la banque a pu avoir l'audace de faire une... Lire la suite



L'inversion de la courbe des rendements révèle la totale incompetence de la Fed

Publié le 9 février 2021 à 06:00:36 / 1 commentaire / 238 vues

Une courbe des rendements inversée nous indique l'incapacité de la Fed à anticiper les retournements de marché. La Fed fixe les taux à court terme, mais elle est... Lire la suite



Comment Bill Gates arrose les médias en dollars ! Normal qu'ils le jugent philanthrope...

Publié le 8 février 2021 à 23:32:35 / 2 commentaires / 307 vues

BILL GATES ? C'EST UN "PAUVRE TYPE"
Col... gent philanthrope... Comment Bill Gates arrose les médias en dollars ! Normal qu'ils le jugent... Lire la suite



Gregory Mannarino TradersChoice.ni

Gregory Mannarino: « Le Bitcoin va aller jusqu'à 50 000\$ et même au-delà ! La Fed va créer 120 milliards \$/mois de dette supplémentaire ! Notre économie est Morte !!! »

Publié le 8 février 2021 à 23:09:23 / 1 commentaire / 240 vues

Gregory Mannarino: « Bonjour tout le monde, nous sommes le lundi 8 février 2021, alors on va commencer avec le Bitcoin qui vient d'atteindre un nouveau

sommet historique... Lire la suite

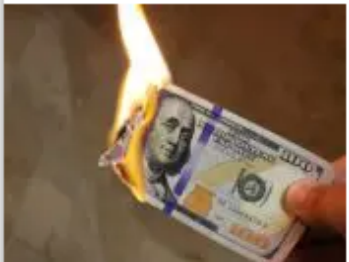


Jamais les américains n'ont été aussi mécontents du fonctionnement de leur pays qu'aujourd'hui... Les perspectives à long terme sont plus sombres que jamais !!

Publié le 8 février 2021 à 22:00:35 / 0 commentaire / 186 vues

Etes-vous satisfait de la vie en Amérique en ce moment ? Avant de répondre à cette question, je vous demande de bien analyser le contexte actuel dans son

ensemble et pas... Lire la suite



Des forces en mouvement visent à supprimer le « privilège exorbitant » qu'a le dollar américain d'être la monnaie de réserve internationale

Publié le 8 février 2021 à 21:30:01 / 0 commentaire / 380 vues

Des forces en mouvement visent à supprimer le « privilège exorbitant » qu'a le dollar américain d'être la monnaie de réserve internationale. Le temps est...

Presque tout le monde à Washington semble d'accord pour dire que plus d'argent gratuit va réparer l'économie

par Michael Snyder le 8 février 2021



Il semble y avoir un consensus croissant à Washington sur le fait que la seule façon de remédier au pire ralentissement économique depuis plus de 70 ans est de distribuer beaucoup plus d'argent gratuit. Joe Biden veut plus de "stimulation", la secrétaire au Trésor Janet Yellen veut plus de "stimulation", et la plupart des membres du Congrès des deux partis veulent plus de "stimulation". Bien sûr, aucun des précédents "plans de relance" pour lesquels nous avons dépensé des billions de dollars n'a permis de réparer l'économie, mais ils insistent sur le fait que ce dernier fera enfin l'affaire. En plus du paquet de 1,9 billions de dollars que Biden a déjà proposé, les démocrates au Congrès poussent maintenant les paiements directs mensuels aux parents qui

ont des enfants de moins de 18 ans. Il va sans dire que cette proposition bénéficie d'un soutien massif de la part du peuple américain, car les paiements directs socialistes sont devenus très populaires depuis leur introduction l'année dernière. Mais en empruntant et en dépensant autant d'argent, nous commettons littéralement un suicide national, mais très peu de gens s'en inquiètent à ce stade.

Même si la précédente série de "paiements de relance" est toujours en cours d'envoi, Biden et ses serviteurs sont impatients de commencer à en envoyer une autre.

En fait, Biden insiste sur le fait que nous n'avons littéralement "pas une seconde à perdre"...

"Nous n'avons pas une seconde à perdre quand il s'agit de fournir au peuple américain l'aide dont il a désespérément besoin. J'appelle le Congrès à agir rapidement et à adopter le plan de sauvetage américain".

De nombreux économistes indépendants sont alarmés par l'inflation créée par les précédents "plans de relance", mais la secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen, écarte ces craintes.

Au lieu de se concentrer sur l'inflation, elle affirme que ne pas envoyer plus d'argent gratuit serait un risque encore plus grand...

"En tant que secrétaire au Trésor, je dois m'inquiéter de tous les risques pour l'économie, et le risque le plus important est que nous laissons les travailleurs et les communautés marqués par la pandémie et les conséquences économiques qu'elle entraîne, que nous n'en faisons pas assez pour y faire face", a déclaré Mme Yellen dimanche à l'émission "State of the Union" de CNN.

"J'ai passé de nombreuses années à étudier l'inflation et à m'en inquiéter, et je peux vous dire que nous avons les outils nécessaires pour faire face à ce risque s'il se matérialise", a-t-elle poursuivi. "Mais nous sommes confrontés à un énorme défi économique ici et à d'énormes souffrances dans le pays. Nous devons y faire face. C'est le plus grand risque".

Elle nous assure que l'inflation n'est pas une menace imminente, et nous devrions peut-être la croire.

Après tout, si nous pouvons juste ignorer complètement les chiffres et les graphiques extrêmement choquants que la Réserve fédérale ne cesse de publier, ce qu'elle dit sonne plutôt bien.

Je sais qu'il n'est pas "normal" que M1 double presque en douze mois, mais c'est la "nouvelle normale" où les lois de l'économie sont suspendues et où nous pouvons faire ce que nous voulons.

Alors empruntons et dépensons des billions de plus, car cette fête ne fait que commencer.

Il y a quelque temps, le sénateur "républicain" Mitt Romney a proposé des milliers de dollars en paiements directs aux parents ayant des enfants, et les démocrates ont tellement aimé cette idée qu'ils l'ont plagiée...

Selon la proposition, l'Internal Revenue Service fournirait 3 600 \$ au cours de l'année par enfant de moins de 6 ans, ainsi que 3 000 \$ par enfant de 6 à 17 ans. Le montant de la prestation diminuerait pour les Américains qui gagnent plus de 75 000 dollars par an, ainsi que pour les couples qui gagnent conjointement plus de 150 000 dollars par an. Les paiements seraient envoyés mensuellement à partir de juillet.

Les prestations ne seraient pas déduites de l'obligation fiscale actuelle des contribuables, ce qui signifie que les parents américains recevraient toujours 250 dollars par mois par enfant - ou 300 dollars par mois par jeune enfant - même s'ils ont une obligation fiscale existante auprès de l'IRS.

Je pense que cette proposition aura un taux d'approbation de 90 % auprès des parents américains.

Bien sûr, une minorité s'y opposera fortement. Ils insisteront sur le fait qu'il s'agit de "prestations sociales socialistes" et que le gouvernement fédéral ne devrait pas faire cela.

Si vous êtes l'un de ces opposants, vous avez raison à 100 %.

Mais prenez quand même l'argent.

Laissez-moi être sérieux à 100 % pendant un moment. Puisque tout le navire va couler de toute façon, prenez tout ce qu'ils vous envoient et utilisez-le pour vous et votre famille. À ce stade, la survie est la priorité.

Il est impossible de revenir à la situation antérieure. Nous sommes littéralement en train de commettre un suicide financier national, et à ce stade, même la plupart des républicains de Washington ont complètement abandonné toute prétention de responsabilité fiscale.

Dans le passé, les républicains au Congrès ont au moins fait des tentatives minimales pour ralentir les dépenses sauvages que l'administration Obama encourageait. Mais aujourd'hui, presque toute résistance a disparu et la gauche se réjouit grandement que "la voie d'une reprise rapide et d'une ère de prospérité soit désormais ouverte pour Biden"...

Depuis une douzaine d'années, la gauche s'interroge sur l'incapacité d'Obama à obtenir davantage de mesures de relance budgétaire. Et s'il a peut-être obtenu un peu plus du Congrès avec une conception plus intelligente, en fin de compte, les contraintes les plus importantes sont venues de l'extérieur du 1600 Pennsylvania Avenue. La relance économique d'Obama s'est faite dans une atmosphère de pure hystérie, dans laquelle les élites des médias et du monde des affaires, rejointes par de nombreux membres de son propre parti, pensaient que les États-Unis étaient au bord du précipice de l'hyperinflation et d'une crise de la dette publique, dont la résolution avait des partenaires consentants de l'autre côté de l'allée. Tous ces mythes sont maintenant en lambeaux. Après une expérience difficile, la voie d'une reprise rapide et d'une ère de prospérité est maintenant ouverte pour Biden.

C'est ce que nous allons voir.

Mais ce que nous savons, c'est que tous les emprunts et les dépenses insensés qui ont eu lieu provoquent déjà une inflation qui se manifeste d'innombrables façons.

En 2020, l'argent a fait encore mieux que le marché boursier, et il continue de grimper plus haut.

L'or a également progressé et les perspectives pour les métaux précieux continueront à être bonnes tant que nos dirigeants continueront à inonder le système avec plus d'argent.

En attendant, l'économie réelle continue de se détériorer régulièrement...

Sans une nouvelle série d'aides COVID-19 du gouvernement fédéral, environ un tiers des petites entreprises du pays touchées par la pandémie avertissent qu'elles ne pourront pas survivre.

C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport publié par la Réserve fédérale, selon lequel les ventes de 88 % des petites entreprises n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la crise. Environ une entreprise sur trois - soit à peu près 30 % - a déclaré qu'elle pensait ne pas pouvoir se maintenir à flot sans une aide supplémentaire du gouvernement, selon le rapport des 12 bureaux régionaux de la banque centrale américaine.

Aucune plainte de la part des autres n'empêchera la mise en place d'une nouvelle série de paiements de relance.

La bonne nouvelle est que tout cet argent frais est susceptible d'améliorer les conditions économiques à court terme pendant une très courte période.

Mais la mauvaise nouvelle, c'est que nos problèmes à long terme continuent de s'aggraver.

Nous sommes littéralement en train de détruire complètement notre argent, et comme le dollar américain est de facto la monnaie de réserve du monde entier, le sort économique de la planète entière est entre nos mains.

▲ RETOUR ▲

« Si un couple est riche à 4 000 € par mois, alors notre pays est trop pauvre ! »

par [Charles Sannat](#) | 9 Fév 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je vais vous parler d'argent et de richesse, parce que décidemment, dans ce pays, on bute encore et toujours sur la ligne hollandaise, celle des 4 000 euros, horizon indépassable de la définition de la richesse.

Médiocrité française.

Démagogie française.

Vous savez, je ne fais pas beaucoup de choses pour l'argent.

En réalité, je ne fais rien pour l'argent.

Ce qui me fait me réveiller le matin, c'est l'envie de partager des informations, d'éclairer mes concitoyens et mes lecteurs sur la marche économique du monde, participer à l'effort collectif de formation et d'information le plus largement possible. La démocratie ne peut que se nourrir de la connaissance. Des citoyens éclairés, c'est participer à l'amélioration du débat et à la vivacité de notre démocratie bien souffrante. Ce qui m'anime c'est la passion.

Ceci étant posé, je n'ai aucun problème avec les « riches » ou la richesse. Et si je n'ai aucun problème il n'en va pas de même de l'ensemble de notre collectivité « France » toujours génétiquement fâchée avec l'argent et les « riches ».

Quand on déteste les maths on est mauvais en maths.

Je pense que certains se retrouveront dans ce constat. De la même manière, celui qui n'aime pas la musique et le solfège devient rarement un grand compositeur.

Celui qui n'aime pas la plomberie, fera un piètre plombier.

De la même manière, celui qui déteste l'argent, ne sera jamais ami avec l'argent. Ce raisonnement peut vous sembler simple, mais je vous assure qu'il n'est pas aussi simpliste que ce qu'il semble être.

Certains aiment terriblement l'argent, parfois trop bien évidemment. Leurs comportements sont excessifs. Certes. Mais de la même manière certains aiment trop les jeux vidéo, trop la bonne nourriture, ou trop les belles voitures, ou que sais-je encore. Pourtant on ne se fâche ni avec la nourriture, ni avec les belles voitures (quoi que certains aiment à les rayer gratuitement) et on interdit encore moins les jeux vidéo et autres consoles parce que certains auraient des comportements excessifs.

Si vous n'aimez pas l'argent, pire, si vous détestez l'argent, alors je connais le résultat pour vous. Vous serez toujours à l'abri de la richesse et de l'argent.

Au-delà de cela, qu'est-ce que l'argent ?
C'est la version moderne de l'abondance.

Lorsque je regarde le monde, je suis toujours ébahi par cette abondance naturelle. C'est sans doute plus facile à la campagne. Les pommes, les poires, les noix, poussent seules... rien à faire ou si peu. Juste se baisser pour les ramasser. L'homme n'est pas fait pour la pauvreté, il évolue dans un monde d'abondance. Cela n'empêche pas de voir des gens qui souffrent, tel n'est pas le sujet. La réalité c'est « qu'il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ». Ce n'est pas de moi, mais de Gandhi.

C'était valable lorsque Gandhi l'a dit.
Cela l'est encore aujourd'hui.
Combattre l'avidité, ce n'est pas la même chose que combattre l'argent ou la richesse.

On peut être riche de savoirs, d'amour, de connaissances, de relations, riches des autres, riches de sa maison ou de ses propriétés, mais aussi riche de ses talents, de ses envies, de sa vie. La richesse est multiple, la richesse est bénéfique à tous.

C'est l'avidité le problème.
C'est l'avidité le péché. Pas la richesse.
Mieux, vous ne pourrez jamais aider les autres en étant pauvre.
Vous ne pourrez jamais sauver les autres en étant faible !
Les pompiers peuvent porter des charges lourdes, très lourdes, ils sont endurants, costauds. On ne sauve pas quand on n'est pas fort.
Nous avons besoin de la force, et de la sagesse, car la sagesse c'est d'être fort et la force c'est d'être sage.
Il faut donc être riche et pas avide. Simple.

Quand on déteste les riches on cultive les pauvres !

Si on va plus loin, dans notre pays, nous cultivons les pauvres.
Du haut de mes 46 ans, je regarde le monde depuis quelques décennies maintenant.
Chaque année je vois de plus en plus de pauvres.
Je maintiens d'ailleurs que la pauvreté financière est la plus facile à combattre.
D'ailleurs dans notre pays nous n'avons plus de vrais pauvres en dehors de nos sans-abri.

Si vous avez un RSA, les APL et un HLM (vous remarquerez les 3 trigrammes), alors, certes, ce n'est pas Byzance, mais c'est loin d'être la misère.

La véritable pauvreté, c'est l'indigence affective, c'est la détresse psychique, la véritable pauvreté, c'est aussi

l'absence de culture, le vide intellectuel sur lequel prospèrent les violences.
Quand on déteste les riches on cultive les pauvres.
C'est ce qu'il se passe avec constance depuis 40 ans dans notre pays.
Nous cultivons les pauvres.
Nous sommes devenus une usine à pauvres.
Pourquoi ?
Pour une raison très simple.
Nous détestons les riches, la richesse et l'argent.
On vous apprend cette haine du riche, de la richesse et de l'argent dès l'école et pendant des années entière de scolarité.
Un véritable camp d'endoctrinement pour la pauvreté.
L'objectif ? S'occuper de lutter contre toutes les pauvretés !
Lutter contre les pauvretés ce n'est pas aimer la pauvreté !
Nous confondons le fait de lutter contre quelque chose qu'il ne faut pas aimer avec le fait de rejeter ce que nous devrions rechercher.
Paradoxe incroyable.
Nous aimons les pauvres, nous haïssons non seulement les riches mais aussi la richesse.

4 000 euros par mois ? La classe moyenne pour Bayrou !

Oui Bayrou a raison.

Un couple qui gagne 4 000 euros à deux, soit une moyenne de 2 000 euros par mois chacun, est tout sauf riche.



Ce couple n'est pas riche, mais dans un pays où moins de la moitié des ménages paye des impôts sur le revenu, au sens fiscal du terme, un couple qui gagne 4 000 euros est presque riche, ce qui en dit long sur l'immense pauvreté collective de notre pays.

Voici le barème officiel des impôts pour 2021.

Le barème de l'impôt applicable aux revenus 2020

Selon leur montant, vos revenus sont divisés en une ou plusieurs tranches. Chaque tranche de revenus est imposée selon un pourcentage différent.

MONTANT DES REVENUS	% D'IMPOSITION
157 806 €	45%
73 369 €	41%
25 659 €	30%
10 064 €	11%
	0%

Dès 25 000 euros par an, vous êtes imposé dans la tranche à 30 % car vous êtes parmi les plus riches !!

Terrible constat.

Effroyable constat.

Tout le monde se doit d'aimer les pauvres, mais personne ne veut l'être, pire, beaucoup ont très peur de le devenir.

L'une des façons les plus simples à défaut de devenir vraiment riche, n'est pas d'avoir peur de devenir pauvre, mais de ne plus avoir peur de l'argent, de ne plus avoir peur de la richesse, de ne pas trouver cela sale, de ne pas confondre richesse, abondance et avidité.

Notre pays se meurt de son amour des pauvres et de sa haine des riches.

Notre pays se meurt parce qu'il confond avidité et abondance.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

▲ RETOUR ▲

.Danger. Biden fait monter les taux américains !!



« Les taux d'intérêt remontent en flèche aux Etats-Unis. Les rendements sur les obligations d'État de long terme ont atteint leur plus haut niveau en un an, le plan de soutien à l'économie de l'administration Joe Biden risquant de tirer l'inflation à la hausse. Le taux obligataire à 30 ans est monté jusqu'à 2,0041 % et le taux à 10 ans a, lui, touché les 1,1981 %, des niveaux plus vus depuis février 2020. Les rendements ont connu un coup d'accélérateur peu après des propos dimanche soir de la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, sur les mesures de relance voulues par le président Joe Biden ».

Il faut dire que Biden veut remettre encore 1 900 milliards de dollars d'aides pour tout le monde et ouvrir grand les vannes de l'argent gratuit pour tous.

C'est très bien socialement, telle n'est pas la question.
Économiquement et côté monétaire cela veut dire risque inflationniste.
Si l'inflation risque de monter, alors les taux montent.
Réaction mécanique et logique.
Quand les taux montent, les métaux précieux baissent.
Réaction mécanique et logique.
Tant que les taux montent de façon très faible, pas de problème.

Si les taux continuent de monter, alors que les actions sont aux niveaux les plus élevés de l'histoire économique, alors les actionnaires vendront massivement leurs titres pour se mettre sur des obligations bien rémunérées...

Et alors ce sera le krach boursier.

Puis si les taux continuent à monter, ce sera l'insolvabilité pour tous ceux qui sont très endettés comme par exemple les entreprises et les ménages.

Puis ce sera au tour des Etats.

Tout s'effondrera.

Ce sera l'insolvabilité généralisée.

En 2018 le taux de couinement était à 3%.

Aujourd'hui il sera très difficile de dépasser les 2.5 %.

Le potentiel de hausse de taux est donc faible.

Charles SANNAT Source [Capital.fr](https://www.capital.fr) [ici](#)

Quels pays interdiront en premier les ventes de voitures à combustibles fossiles?

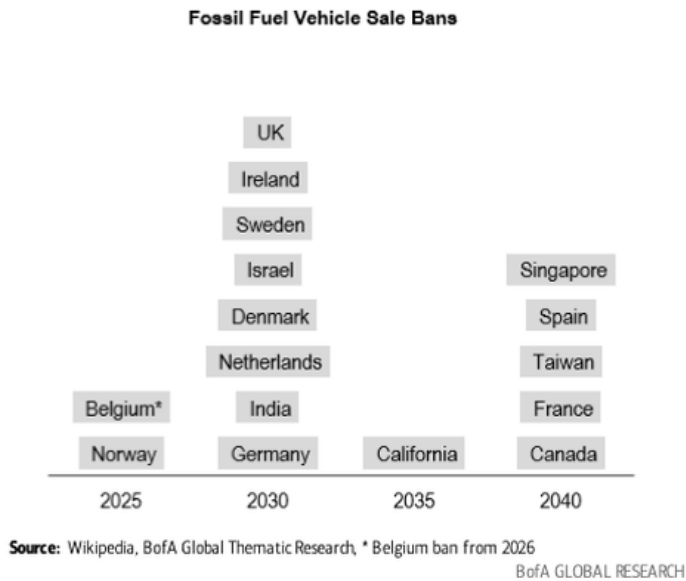
PAR TYLER DURDEN MARDI 9 FÉVRIER 2021

Alors que le président Biden décide de suspendre la location de pétrole et de gaz sur les terres fédérales - et a interrompu le développement du pipeline Keystone - la Californie a annoncé des interdictions de vente de véhicules à combustibles fossiles d'ici 2035. Alors, qu'en est-il au niveau national? Qui a déjà annoncé de futures interdictions?

Pour nous aider à répondre à ces questions, le stratège en actions de BofA, Haim Israel, a expliqué aux clients dans une note intitulée "*Climate Wars*" cette semaine quels pays sont prêts à interdire les voitures à essence.

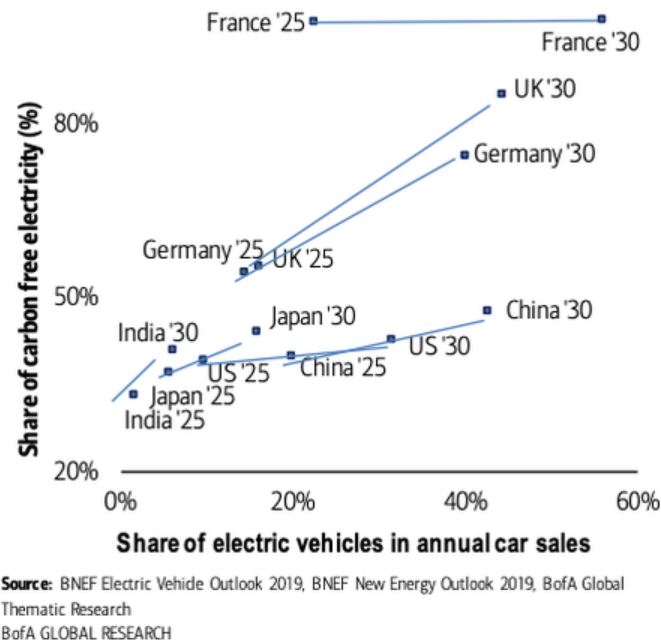
Plus d'une douzaine de pays de 2025 à 2040 ont déjà annoncé de futures interdictions sur les voitures à essence. Les premières interdictions concernent la Belgique et la Norvège en 2025. En 2030, l'Allemagne, l'Inde, les Pays-Bas, le Danemark, Israël, la Suède, l'Irlande et le Royaume-Uni. Alors que la plupart des États-Unis ne se sont pas encore engagés à interdire les ventes de voitures à essence, la Californie est le seul État qui a déclaré en 2035 qu'elle pouvait le faire. Sous une administration Biden, nous supposons que de plus en plus d'États annonceront bientôt leur intention d'interdire les ventes de voitures à essence. Enfin, d'ici 2040, le Canada, la France, Taiwan, l'Espagne et Singapour ont annoncé qu'ils interdiraient les ventes de voitures à essence.

Exhibit 34: Ambitious target bans on the sale of fossil fuel cars continue to be announced. Will the US be next?



Israël a exposé les progrès de chaque pays en matière de ventes de voitures électriques entre 2025 et 2030. Il a expliqué comment la France était susceptible d'être le leader avec la part la plus élevée de ventes de véhicules électriques en termes de ventes annuelles de voitures.

Chart 27: Progress to 2030 on both green electricity & transport electrification will be key for aggressive emission reductions



Que les États-Unis prennent des mesures fédérales et interdisent les ventes de voitures à essence à l'avenir. Davantage de chaînes d'approvisionnement de voitures électriques doivent être déplacées vers les États-Unis depuis l'Asie. Le plan de Biden exige qu'au moins 50% des pièces EV soient fabriquées aux États-Unis.

"Cela accélérerait non seulement rapidement la transition vers les véhicules électriques, mais s'accompagnerait probablement d'une politique visant à soutenir les chaînes d'approvisionnement américaines par rapport à la chaîne de valeur des batteries / véhicules électriques largement basée en Asie actuellement. Une Chevrolet Bolt par exemple ne possède que 24% des pièces utilisées aux États-Unis & Canada (selon Bloomberg), avec LG Chem, basé en Corée, fournissant une grande partie du contenu. Les politiques exigeant > 50% de pièces fabriquées en Amérique commencent déjà à être annoncées par le président Biden, les véhicules tout électriques achetés pour la flotte fédérale l'exigeant seuil, par exemple », a déclaré Israël.

Avec le monde gravitant autour des véhicules électriques et les pays annonçant déjà de futures interdictions sur les voitures à essence, la poussée d'électrification des transports nécessitera de grandes quantités de production de métaux des terres rares.

▲ RETOUR ▲



De GameStop au Pigeoncoin, la bêtise abyssale des investisseurs

rédigé par [Philippe Béchade](#) 8 février 2021



La nouvelle salve de records à Wall Street ne pouvait échapper à Philippe Béchade, tout comme les invraisemblables envolées de GameStop et du Dogecoin, deux actifs désespérément ordinaires. Assistierions-nous à une nouvelle version de la catastrophe des « dot.com », avec la complicité de banques centrales qui inondent les marchés de liquidités ?

Sommes-nous en train de revivre le scénario du double sommet de janvier et février 2020 ? Avant d'examiner les points communs et les dissemblances, commençons par souligner la prépondérance d'un phénomène commun aux débuts de l'année dernière et de 2021 : le syndrome du poisson rouge, ou du chihuahua.

Pour ce second compagnon domestique, le temps d'ouvrir la porte d'entrée, de la faire claquer puis de la rouvrir, et vous avez droit à la même frénésie, aux mêmes démonstrations d'allégresse, jappements, frétilllements de la queue et autres pirouettes.

Pour Wall Street, la longue euphorie qui avait cours de janvier 2019 à janvier 2020 fut entretenue par la signature perpétuellement imminente d'un (pseudo) accord commercial de « phase I » entre les Etats-Unis et la Chine. La situation n'est somme toute guère différente depuis plus de six mois, avec en l'occurrence le « *relief plan* » (le stimulus) de 1 900 Mds\$ de l'administration Biden. Vous aurez beau entrebâiller la porte 136 fois, il y aura 136 fois la même euphorie boursière !

Promis, la FED n'y est pour rien !

La présentation du projet date d'avant la mi-juillet 2020, mais c'est le 14 juillet dernier que son périmètre a été étendu de 1 700 à 2 000 Mds\$. Ce vaste plan, qui inclut notamment un grand dessein de rénovation et de modernisation des infrastructures, assorti d'une ambitieuse politique de transition énergétique en faveur des technologies vertes, a littéralement « fait l'été » sur la place new-yorkaise, avec un S&P500 qui est passé de 3 150 à 3 580 points du 13 juillet au 1er septembre, avant une rechute dans la zone des 3 250 points lorsque Donald Trump et les Républicains présentèrent un *package* de relance jugé sous-dimensionné de 900 Mds\$.

Le futur président américain a ensuite entamé remontée irrésistible dans les sondages, et les fameux 1 900 Mds\$ sont revenus à la « Une » à chaque meeting, encore et encore. *Idem* après les élections, puis en amont de l'investiture de Joe Biden, puis le jour de son investiture, puis le jour de la confirmation de Janet Yellen par le Congrès, laquelle sera chargée de mettre en oeuvre le plan tant attendu.

Plus tard, après le hoquet spéculatif [GameStop](#) de la fin janvier, qui ressemblait un peu au stade ultime de dislocation de la capacité d'un marché à fixer la valeur d'un actif, du fait de la surliquidité, Wall Street s'est empressé de gober l'alibi de la FED dont, promis juré, la politique monétaire n'est pas en cause.

En effet, les bulles boursières résultent des mauvaises pratiques de certains intervenants et de manipulations de cours qu'il appartient aux régulateurs d'éradiquer. Les appels de marge à géométrie variable et les restrictions de *trading* ciblant les particuliers (mais pas les « vrais » professionnels) sont là pour ça... et si cela ne suffit pas, la justice saura s'occuper des petits malins !

Un inquiétant tir groupé

Janet Yellen et Elisabeth Warren ont promis que le patron de la SEC, le gendarme boursier américain, allait renvoyer les Robinhood au fond des bois et l'indice élargi américain a pu reprendre son ascension vers les sommets (+0,4% vendredi vers 3 890 points, soit une hausse de 4,65% sur la semaine et de 78,5% depuis le plancher du 18 mars 2020). Mieux : le S&P500 n'a pas effectué l'ascension tout seul (ni sans l'oxygène de la FED) puisque c'est une cordée de cinq indices qui ont déployé le drapeau « record » sur le toit du monde boursier, le point culminant d'un Himalaya de dettes.

Dans le détail, les scores zénithaux de vendredi dernier s'établissent à respectivement 13 878 points pour le [Nasdaq](#), 2 233 points pour le [Russell 2000](#), 15 088 points pour le NYSE Composite et 41 120 points pour le Dow Jones « UTSMI ». Quant au Dow Jones, qui gravitait dans la région des 31 150 points, il a manqué un record de clôture pour une quarantaine de points.

Ce tir groupé ressemble fortement à ce qui s'était produit en février 2020, mais avec une légère avance dans le calendrier par rapport à l'année dernière. Les indices américains avaient en effet culminé une première fois le 8 janvier 2021 alors qu'en 2020, c'était le 17, et ils pourraient renouveler l'exploit ce lundi 8, c'est-à-dire avec 11 jours d'avance sur le 19 février 2020.

Le 14 février 2020, la France enregistrait son premier décès imputé au Covid-19, quinze jours avant les Etats-Unis. Deux semaines, c'est également le temps qu'a mis la [FED](#) pour prendre définitivement le contrôle des marchés, avec un abaissement des taux de 1% à zéro le dimanche 15 mars puis l'injection d'une quantité

illimitée de liquidités (700Mds\$ dans un premier temps, mais aucun plafond de rachat ne fut évoqué). Quant à la [BCE](#), elle a déployé un « bazooka » de 1 850 Mds€ mi-mars 2020 censé servir jusqu'en mars prochain, mais comme la reprise de 7% ne sera pas au rendez-vous cette année (Christine Lagarde évoque plus prudemment +3,8%, et certainement beaucoup moins si les nouveaux variants continuent de prospérer), la grande lance à liquidité de la banque centrale restera déployée jusqu'en mars 2022, et il ne faut pas exclure un prolongement, ni un accroissement du débit si la pandémie devait continuer.

Aussi bête qu'il y a 20 ans

Le summum de la malice est investi dans une crypto-farce dénommée « Dogecoin », un jeton qui valait à peine quelques millièmes de dollars (4 millièmes le 30 décembre, avec un volume d'échange quotidien presque nul) et qui affiche désormais 8 cents et 10 Mds\$ de capitalisation, soit une multiplication par 20, simplement parce qu'Elon Musk a Twitté qu'il adorait cette obscure cryptodevise.

Un gag au même titre que le Ponzicoïn, le Ganjacoin, le Cthulhucoïn (pour les fans de Lovecraft), le Ghostcoïn (le jeton fantôme) ou encore le Pigeoncoïn (PGN) qui capitalise environ 2 M\$, un peu comme le Dogecoin il y a quelque mois.

Il y a 20 ans, vous pouviez introduire en bourse des Ponzi.com, Ghostbusiness.com et autres Pigeon.com et récolter des millions de dollar. Le plus dur, c'était de trouver un nom qui « claque »...

Aujourd'hui, la flambée du Dogecoin nous renvoie certainement la notion de cynisme et à la démonstration d'à quel point certains fans d'Elon Musk peuvent être bêtes.

Finalement, en deux décennies, la seule chose qui a changé, c'est la quantité de liquidités... Et le niveau de déni – ou de mauvaise foi assumée – des banques centrales !

▲ RETOUR ▲

Une embellie du commerce extérieur US en décembre 2020... c'est vite dit !

rédigé par [Philippe Béchade](#) 8 février 2021



Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis : il se contracte de 69 Mds\$ en novembre 2020 (chiffre révisé) à 66,6 Mds\$ en décembre 2020... mais il faut relativiser cette embellie séquentielle, car le déficit ne s'élevait qu'à -48,9 Mds\$ en décembre 2019, et encore, par la faute d'une brusque dégradation de -11% par rapport à -44 Mds\$ en novembre 2019

L'amélioration de 3,5 % de décembre traduit une augmentation de 3,4% des exportations, à 190 Mds\$, tandis que les importations n'ont progressé que de 1,5%, à 256,6 Mds\$ (après une forte hausse en novembre liée à Thanksgiving et à la période des soldes).

La Chine continue de se tailler la part du lion dans les importations américaines et l'administration Biden a promis de maintenir la "ligne dure" avec Pékin... mais le succès de cette stratégie laisse perplexe (il faut cependant tenir compte de l'absence d'exportations de Boeing depuis 10 mois, ce qui pèse lourd dans la balance).

▲ RETOUR ▲

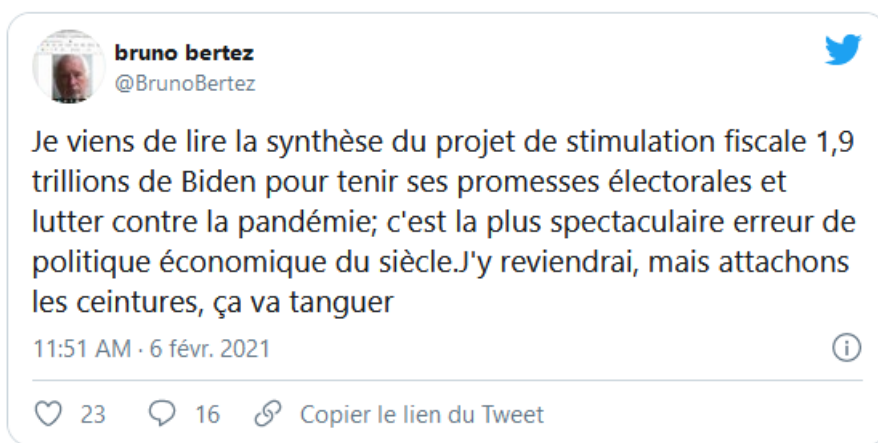
Avertissement: une erreur de politique économique qui sera mémorable

Bruno Bertez 6 février 2021

Biden va se lancer dans une action de politique économique totalement démesurée par rapport aux problèmes résoudre.

C'est une action démagogique décidée sous la pression de l'électoratisme et de son aile gauche.

Et surtout elle est inadaptée.



Cette action sera lancée à un moment inopportun et dans un contexte d'extrême danger, car le système américain est déjà sur-dopé, chauffé à blanc par la stimulation monétaire.

Par son action, que j'analyserai plus tard, il va sur-stimuler là où il ne faut pas et déséquilibrer encore plus l'économie américaine.

Si le plan passe et s'il voit le jour, il va mettre la Fed entre le marteau et l'enclume, ou devant un mur. Elle va se faire fracasser.

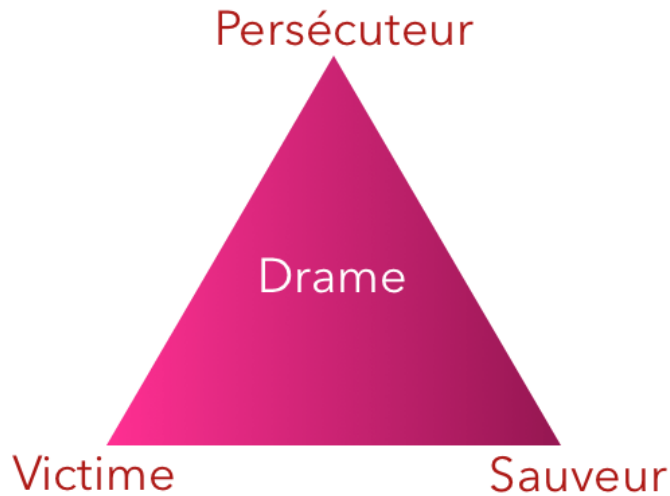
Il va bousculer dangereusement la Bourse alors qu'elle est une catastrophe en attente d'arriver.

Il va malmener le dollar.

▲ RETOUR ▲

Une petite leçon d'ingénierie sociale comme on les aime. Le régime gagne à tous les coups.

Publié par Antonin Campana 6 Février 2021



« Le triangle dramatique de Karpman consiste à réduire le discours politique à trois places : le bourreau, la victime et le sauveur » (Lucien Cerise, Neuro-Pirates, Réflexion sur l'ingénierie sociale, Kontre Kulture, 2016. Un livre fondamental que tout Réfractaire devrait avoir dans sa bibliothèque).

On sait qu'utiliser le vocabulaire de l'adversaire revient à s'inscrire dans son système de pensée. Dans un même ordre d'idée, consentir au triangle de Karpman orchestré par une entité ennemie revient à accepter une manipulation dont on ne peut sortir indemne. Dans un triangle de Karpman, le sommet du triangle est généralement tenu par un acteur dont les motivations réelles sont masquées derrière la confiance ou l'indifférence qu'il suscite. Cet acteur furtif échappe aux radars des deux autres acteurs qui vont ainsi accepter le récit manipulateur qu'il développe sournoisement et qui très souvent vise en fait à les opposer pour qu'ils se neutralisent mutuellement à son profit.

Prenons un exemple.

Qui est responsable des attentats islamistes ? A première vue, évidemment... les islamistes. Pourtant, en creusant un peu, nous voyons bien que sans les politiques d'immigration massives que nous subissons depuis quarante ans, il n'y aurait pas eu d'islamistes au milieu de nous. Donc la responsabilité incombe en premier lieu au régime qui a initié les politiques d'immigration et à l'Etat qui les a mise en œuvre méthodiquement. Quand un chimiste provoque une explosion en mélangeant deux produits incompatibles on n'accuse pas l'un ou l'autre des produits. On accuse le chimiste, ici, donc, le régime et l'Etat. Or qu'observe-t-on ?

Une narration triangulée qui pourrait être schématisée de la manière suivante :

Les attentats islamistes

Victime : la population

Persécuteur : les terroristes

Sauveur : le régime en place

=> Le régime gagne

La narration dominante (celle du régime) oppose donc une population pacifique à des terroristes qui lui font la guerre. La population traumatisée se tourne spontanément vers l'Etat, qui se montre évidemment protecteur. Pourtant c'est bien lui, l'Etat, qui a placé la population en situation de grande insécurité. C'est bien lui, l'Etat, qui est le véritable persécuteur. Même si le terrorisme n'est pas directement le fait de l'Etat (encore que, parfois...), on peut parler d'un « terrorisme d'Etat » dans la mesure où le terrorisme procède directement de son action. L'Etat est donc responsable du terrorisme, et l'on devrait objectivement avoir une conflictualité à deux acteurs seulement, du type :

Etat / population autochtone

Or, la narration triangulée est précisément mise en œuvre pour que la population ne fasse pas une telle réflexion, n'accuse pas l'Etat et se jette au contraire dans ses bras salvateurs. Le régime peut tranquillement faire progresser son entreprise d'ingénierie sociale et, sans opposition notable, augmenter son contrôle... *de la population* (loi sur le renseignement, caméras de surveillance, contrôles bancaires, fichage...) ! Nous l'avons dit : « le régime gagne ». Et donc nous perdons !

Cette narration triangulée peut avoir plusieurs variantes, avec la même finalité manipulatoire.

Par exemple :

Victime : les valeurs de la République (la laïcité)

Persécuteur : les islamistes

Sauveur : Le vivre-tous-ensemble

=> Le régime gagne

Toute orchestration d'un triangle de Karpman dénote donc une volonté de manipulation au profit de celui qui se place furtivement au sommet du triangle, soit comme victime, soit comme sauveur, et au détriment des deux autres côtés, placés dans une situation qui les met en opposition.

La capacité à mettre en scène un triangle de Karpman dépend essentiellement de la puissance de communication de celui qui veut occuper le sommet du triangle.

Cette capacité est aujourd'hui concentrée entre quelques mains hostiles qui en usent et en abusent au dépend des Autochtones. Prenons quelques autres exemples de narrations triangulées :

- **Les Gilets Jaunes**

Victime : l'ordre public (syndrome « Arc de Triomphe »)

Persécuteur : les Gilets Jaunes

Sauveur : les Forces de l'ordre

=> Le régime gagne

Encore une fois, la mise en scène du triangle de Karpman est celle du régime. Les Gilets Jaunes n'ont pas la puissance de communication nécessaire pour imposer un triangle du type :

Victime : la France qui peine

Persécuteur : le régime en place

Sauveur : les Gilets Jaunes

=> Les Gilets Jaunes gagnent

- **Le racisme**

Victime : les allochtones

Persécuteur : les Autochtones

Sauveur : les valeurs de la République

=> Le régime gagne

Ce triangle dramatique se fonde sur un système d'avilissement des Blancs, que nous avons nommé « antijaphétisme » (Japhet étant l'ancêtre des peuples européens selon la Bible, comme Sem est celui des Sémites. Pour une analyse de l'antijaphétisme institutionnel [voyez par exemple ici](#)).

Ce triangle (artificiellement construit par l'accueil étatique de millions d'allochtones) oppose allochtones et Autochtones, tout en mettant sur le compte du racisme héréditaire des Blancs l'échec du modèle républicain de « *vivre-tous-ensemble* » (ce qui permet de ne pas remettre en question la validité de ce modèle).

L'objectif de la triangulation antijaphite est donc de protéger les principes mondialistes de société ouverte, donc le régime politique qui les met en œuvre (la République). Les Autochtones ne sont pas en capacité d'imposer un triangle du type :

Victime : le peuple autochtone

Persécuteur : le régime politique en place

Sauveur : un Etat national autochtone

Ou bien :

Victime : le peuple autochtone

Persécuteur : l'Etat mondialiste immigrationniste

Sauveur : l'Etat autochtone remigrationniste

- **La Crise sanitaire**

Victime : la population

Persécuteur : le virus

Sauveur : le gouvernement

=> Le régime gagne

Une autre variante, très en vogue :

Persécuteur : le complotisme

Victime : le gouvernement

Sauveur : le Conseil scientifique (la « Science »)

=> Le régime gagne

- **Le Progressisme sociétal (LGBT, féminisme, antiracisme...)**

Victime : les « minorités »

Persécuteur : l'hétéronormativité, le patriarcat, le privilège blanc...

Sauveur : l'Etat de droit égalitaire

=> Le régime gagne

=> Les minorités gagnent

Dans ce cas de figure deux triangles de Karpman se superposent et se soutiennent mutuellement.

D'une part celui du régime, qui fait progresser son agenda mondialiste en opposant les minorités persécutées à la majorité persécutrice, tout en se posant comme seul et unique recours des premières contre la seconde. D

'autre part, celui des minorités qui opposent la majorité à l'Etat de droit, faisant ainsi pression sur celui-ci pour qu'il fasse usage de son arsenal législatif répressif contre la majorité.

Et une petite dernière, d'un [point de vue gauchiste](#) :

Persécuteur : les faits

Victime : le progressisme

Sauveur : la « post-vérité »

=> Les gauchistes gagnent (puis les faits s'imposent, et alors ils perdent)

On aura compris le schéma général. Se laisser enfermer dans un triangle de Karpman est « dramatique » car cela revient à accepter une logique qui mène à notre persécution.

Si le seul recours que vous trouvez face à l'islamisation se trouve dans les « valeurs de la République », alors vous aurez encore plus d'islam car ce sont ces « valeurs » qui fondent la société ouverte.

Si vous comptez sur le gouvernement pour vous protéger des virus, alors vous aurez toujours moins de libertés, sans avoir davantage de sécurité.

Si vous pensez que la couleur de votre peau fait de vous un persécuteur et un « privilégié », alors l'égalité républicaine fera de vous un esclave (ce que vous êtes sans doute déjà).

Mais comment sortir d'un triangle de Karpman ?

Imaginons une femme dont l'époux prend des libertés avec son serment de fidélité (on pourrait bien sûr inverser la problématique !). Nous avons une relation triangulée assez simple : l'épouse trompée, le mari volage, la maîtresse accueillante. Chaque membre du trio pourra développer une narration triangulée qui minimise son propre rôle (il s'efface alors de la problématique) et oppose les deux autres acteurs.

Comment l'épouse trompée peut-elle sortir de cette relation triangulée ?

Elle aura essentiellement trois solutions :

1. Faire semblant d'ignorer la relation triangulée, au risque de la subir un jour brutalement (« j'ai toute confiance en mon mari »)
2. Révéler le triangle de Karpman (« c'est elle ou moi »)
3. Sortir du triangle de Karpman (« puisque c'est comme ça, je pars »)

Les Autochtones ignorent depuis quarante ans les triangles dramatiques qui les enferment. On en voit les conséquences avec le « Grand Remplacement ». Refouler les réalités n'est donc pas un bon choix.

Ce petit blog et d'autres sites tentent en vain, depuis plusieurs années, de dénoncer les triangles de Karpman qui nous oppriment. Tous ces efforts n'ont servi à (presque) rien. Les raisons sont simples : nous n'avons pas la puissance de communication nécessaire pour révéler et briser les manipulations triangulées (ceux, en revanche, qui disposent de cette puissance peuvent aisément nous faire passer pour des « complotistes »).

Reste donc la troisième solution. L'Etat a été infidèle au peuple autochtone, ce qui lui enlève sa légitimité et nous libère. Il lui préfère désormais sa maîtresse multiethnique et ne reviendra jamais en son foyer historique. Comme une épouse trompée, notre peuple doit maintenant envisager de « refaire sa vie ». Il nous faut donc divorcer, nous séparer, faire sécession.

Pour le coup, il n'y a pas d'autre solution : soit nous restons dans le schéma triangulé pervers, qui fait de nous des monstres racistes et dont la logique aboutira inexorablement à notre extermination, soit nous nous libérons du triangle par la sécession !

Nous ne pouvons contester médiatiquement le [système d'avilissement](#) qui justifie notre oppression. Nous ne pouvons l'ignorer non plus. Il nous faut donc à la fois le dénoncer auprès de ceux qui ont des oreilles, un cerveau et quelques tripes ; et nous extraire des rivalités triangulées en poursuivant nos propres buts.

Pour cela, il nous faudra passer outre les conflictualités artificielles et les narrations qu'on nous propose.

Comment ? Nous en revenons toujours à notre idée de départ : notre but doit être de créer un Etat national autochtone qui bouterait l'Etat infidèle hors de France et hors d'Europe. Nous avons longtemps espéré que des personnalités représentatives du courant réfractaire, unies dans une sorte de CNR, finiraient par proclamer la formation d'un Etat parallèle autochtone articulé sur une société autochtone organisée.

Visiblement, cela ne se produira pas. D'autres solutions, moins pyramidales, sont probablement possibles. Nous devons désormais y réfléchir.

▲ RETOUR ▲

Netflix, le nouveau GameStop ?

rédigé par [Dan Amoss](#) 9 février 2021

Si une valeur grimpe, c'est que le marché « sait quelque chose », disent certains : malheureusement, dans certains cas – comme GameStop par exemple – le marché... ne sait rien. Et ça fait mal.



Nous identifions actuellement une version plus modérée du [scénario de GameStop](#) chez Netflix, dont la capitalisation boursière est de 240 Mds\$.

En gros, le marché estime que la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie disponible, sur toute la durée de vie future de l'entreprise, est de 240 Mds\$.

Voici quelques données subsidiaires :

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer cette valeur réelle est, en gros, le taux de rendement annuel qu'espère obtenir un actionnaire à l'avenir. Vraisemblablement, la plupart des gens espèrent un rendement élevé sur l'action Netflix : disons qu'il est de 10% par an. Si c'est le cas, les futurs flux de trésorerie de Netflix devraient être réactualisés à 10%.

Les flux de trésorerie les plus lointains ne valent donc pas grand-chose aujourd'hui. Par exemple, un flux de trésorerie de 1 000 \$ en 2041, réactualisé à 10%, ne vaut que 148,64 \$, aujourd'hui.

On dit souvent que les évaluations des actions de croissance des grandes capitalisations sont justifiées par la faiblesse des taux d'intérêt. Soit. Disons que nous abaissions le taux d'actualisation de 10% à 3%, pour le flux de trésorerie de 2041. Sa valeur actuelle grimpe à 553,68 \$.

Mais il ne faut pas oublier une chose...

En faisant chuter le taux d'actualisation à 3%, nous disons également que le taux de rendement annuel de l'action, à l'avenir, sera de 3%. Avec un rendement aussi bas, on ne dirait que c'est une bonne affaire, pour une entreprise ayant la maturité de Netflix et qui n'a pas encore généré des flux de trésorerie significatifs.

Un défi ardu

Pour que le détenteur à long terme d'actions Netflix obtienne un rendement décent à partir du cours d'aujourd'hui, il faudrait que l'entreprise fasse progresser le nombre de ses abonnés pendant de nombreuses années à venir et qu'elle fidélise sa clientèle existante, tout en ne dépensant pas démesurément sur les contenus (ce qui implique un nombre de « flops » réduit).

Sinon, l'entreprise n'offrira pas les flux de trésorerie qu'anticipe une valorisation de 240 Mds\$.

Ce sera un défi ardu, car les grands groupes propriétaires des studios de Hollywood (dont Disney, NBC Universal, AT&T et Viacom) se lancent à fond dans les services de diffusions en *streaming*. Tous ont l'intention d'attirer des spectateurs prêts à payer environ 15 \$ par mois.

Ces grands groupes attirent les spectateurs en faisant la publicité du prochain « blockbuster » qui sortira sur leurs services de *streaming*. Cela attire pendant un mois ou deux les « zappeurs », dont un faible pourcentage reste.

Il y a tellement de choix, dans l'univers du *streaming*, que cela va probablement produire une forte corrélation entre les dépenses consacrées aux contenus et la fidélisation des spectateurs.

Si c'est le cas, les estimations tablant sur une future manne de trésorerie disponible chez Netflix vont probablement décevoir. Netflix devra continuer à dépenser énormément sur ses contenus.

En outre, considérez les limites budgétaires réelles d'un ménage qui dépense en moyenne 50 \$ à 70 \$ par mois, pour trois ou quatre services de *streaming*, en plus des 100 \$, environ, d'internet.

Ce serait exactement comme les anciens bouquets du câble... mais moins prévisible que le câble car le client peut résilier un abonnement de *streaming* en appuyant sur quelques touches de son téléphone.

Le problème, avec les FAANG...

Lors de la publication de ses résultats, en janvier, Netflix a sous-entendu que l'entreprise se rapprochait de l'autofinancement (c'est-à-dire que les clients, et non le marché des *junk bonds*, pourront financer les contenus, à l'avenir).

Par conséquent, Netflix envisage un programme de rachat d'actions. Voici la partie amusante : avec une capitalisation boursière de 240 Mds\$, le ratio cours/flux de trésorerie disponible de l'action, en 2020, représente un maigre 0,80%. Voilà quel aurait été le rendement de Netflix, en 2020, si la société avait décidé de distribuer toute sa trésorerie disponible de 2020 sous forme de dividende.

Il est là, le problème, avec ces capitalisations boursières des FAANG (Facebook, Apple, Amazon, Netflix, Google) qui s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de milliards de dollars : le flux de trésorerie disponible qu'elles peuvent distribuer aux actionnaires n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, par rapport à leur colossales capitalisations.

« Pas de souci » affirment ceux qui sont haussiers sur les FAANG. « Tout cette trésorerie arrivera sur les futurs exercices. Attendez et vous verrez ! »

Les haussiers sont si convaincus que les « futurs exercices » se dérouleront de telle façon qu'ils sont prêts à payer en conséquence aujourd'hui.

Pourtant, la concurrence, la faiblesse économique, les risques réglementaires, l'augmentation des impôts sur les sociétés, la hausse des taux d'intérêt et les « disruptions » technologiques, pourraient tous réprimer les futurs flux de trésorerie disponible des FAANG.

« Le marché doit être au courant de quelque chose, pour faire grimper à ce point les FAANG », pourraient rétorquer les haussiers.

Mais comme le montre la bulle GameStop, parfois, le marché ne sait rien. Ou, pire encore, parfois le marché évolue de façon très destructrice, et gaspille les capitaux peu abondants.

▲ RETOUR ▲

Le système triche

rédigé par [Bruno Bertez](#) 9 février 2021

Les banques centrales ont réduit la rémunération de l'épargne à zéro, forçant les particuliers à se tourner vers les marchés financiers... où ils se font tondre par des professionnels plus avertis qu'eux.

Comme une forcenée, la Fed continue de dévaloriser l'épargne tout en soutenant les valeurs fictives des marchés des valeurs mobilières et des produits dérivés.

Elle promeut une structure permanente d'incitations délétères à la spéculation et au gonflement des bulles de marché – surtout depuis l'inflation monétaire sans précédent de mars 2020.



Ce faisant, elle graisse les mécanismes qui exacerbent les inégalités tout en exposant des dizaines de millions de spéculateurs plus ou moins avisés à un risque majeur.

« [S'ils perdent de l'argent, c'est de leur faute](#) », déclare Neel Kashkari, président de la Fed de Minneapolis.

Cela peut coûter à un groupe d'acteurs du marché, qui est certainement le moins sophistiqué et le moins bien nanti, mais c'est bien pour la communauté des spéculateurs professionnels.

Un jeu inégal

Mon expérience me dit que l'argent va toujours des poches des moins sophistiqués vers celle des plus avertis et surtout des plus tricheurs.

Le marché des professionnels, comparé à celui du public, est initié. Il bénéficie des informations privilégiées données en langage codé par les banques centrales et les gouvernements. Il bénéficie des tuyaux des banques complices des banques centrales.

En Bourse, en finance, il y a un monde à plusieurs vitesses ; je ne crains pas de le dire, moi qui ai passé 60 ans sur les marchés, à produire de l'information, des conseils, à [manipuler des marchés](#) pour le compte de la Banque de France, de la Caisse des Dépôts, des grandes banques ex-nationalisées et des banques privées.

Le système est toujours celui de la diffusion inégalitaire de l'information, le système de la pierre dans la mare qui fait des cercles concentriques. Il a été rendu *soft*, non visible, mais c'est celui sur lequel fonctionne la Bourse. C'est le vrai système boursier, et je le démontre à tous ceux qui font semblant de le contester.

Ceux qui s'enrichissent sont ceux qui sont près des robinets du pognon et près des émetteurs d'informations, c'est-à-dire les kleptos, les politiciens pourris, les très grandes entreprises...

Tous ceux-là bonifient leurs gains en anticipant les réactions du public. La Bourse, la vraie, c'est la tonte institutionnalisée.

Plus d'une décennie d'inflationnisme – ainsi que les singeries de la Fed avec les marchés – ont tellement déformé les incitations et les perceptions du risque qu'il est impossible pour le public d'évaluer avec précision le risque de marché. Quand ils perdront des sommes sérieuses, ce sera de la faute de la Fed.

Un problème majeur

La spéculation sur les marchés est devenue un problème de société majeur, en particulier avec [notre tissu social déjà effiloché et fragile](#).

Qui ose dire qu'il est immoral d'avoir réduit les taux de rémunération de l'épargne à zéro et forcé les épargnants à se tourner vers les marchés des valeurs mobilières surévalués et promis à la destruction ? Pas grand monde...

Une décennie d'inflationnisme forcené a tellement déformé les incitations et les perceptions du risque qu'il est impossible pour le public d'évaluer les risques qu'il prend. Quand le public sera ruiné, ce sera de la faute des banquiers centraux et des politiciens qui, au lieu de faire leur travail de protection du public, auront au contraire contribué à sa spoliation.

Même les rachats d'actions, les *buybacks*, sont une forme de spéculation. Ce ne sont pas des investissements ou de la gestion, car ils reposent sur des raisonnements faux et [une fausse conception du capital](#) et de son coût.

Le capital a une fonction que l'on oublie, c'est ce que l'on appelle son pouvoir d'endettement. Le capital sert à assurer la sécurité et si on use son pouvoir d'endettement avec les *buybacks*, ce n'est pas de la bonne gestion, c'est du pillage.

▲ RETOUR ▲

.Le dollar, une baisse garantie

rédigé par [Bill Bonner](#) 9 février 2021

Tesla et le bitcoin sont des paris spéculatifs ; pour le long terme, préférez des investissements plus sûrs et plus stables... même s'il s'agit de parier sur leur chute quasi-certaine.



Nous avons eu de la chance avec [nos Transactions de la Décennie](#). La première, en 2000 – vendez les actions, achetez de l’or – était gagnante, et de loin. L’or a été l’une des classes d’actifs enregistrant les meilleures performances durant la décennie qui a suivi, tandis que les actions se traînaient.

La suivante, en 2010, était plus « étrangère » : vendez les obligations japonaises, achetez les actions japonaises. Là encore, les choses ont bien tourné, quoique de manière moins spectaculaire.

A elles deux, ces transactions auraient multiplié votre investissement par six environ sur les 20 dernières années.

Cela ne semble pas grand-chose par rapport à Tesla ou au bitcoin – mais ces deux actifs sont des paris spéculatifs. Ils auraient tous deux pu chuter et se retrouver à zéro. Il n’y avait pas la moindre possibilité, en revanche, que l’or ou l’ensemble des actions japonaises se retrouvent à zéro.

Et nous revoilà... avec une nouvelle décennie. Nous clôturons notre transaction japonaise. Qu’acheter maintenant ? Que vendre ? Nous ne faisons cela qu’une fois tous les dix ans, nous avons donc intérêt à ne pas nous tromper...

Déséquilibres

Notre Transaction de la Décennie est conçue pour capter un déséquilibre. Les choses extraordinaires tendent à devenir moins extraordinaires à mesure que le temps passe.

Les gens retrouvent leurs esprits. Les guerres prennent fin. Les bulles éclatent. Les dépressions donnent naissance à une nouvelle croissance. Quoi qu’il se passe, une période de 10 ans vous donne assez de temps pour retrouver l’équilibre.

Inutile de chercher bien loin les déséquilibres d’aujourd’hui. En d’autres termes, pas besoin de travailler très dur pour voir quoi mettre du côté « vente » de la transaction.

Le dollar US est [la devise de réserve mondiale](#). Il a atteint ce statut après la Deuxième guerre mondiale, lorsqu’il était la devise de la première économie au monde.

Il était également adossé à l'or, de sorte que les banques centrales pouvaient détenir des dollars US et les échanger contre de l'or à tout moment. Dans les faits, détenir des dollars et détenir de l'or revenait au même.

Puis, en 1971, l'administration Nixon a refermé avec fracas la « fenêtre de l'or » – qui permettait aux pays étrangers d'échanger leurs dollars papier contre du métal.

Depuis, le monde continue d'utiliser des dollars qui – même s'ils ont [perdu 94% de leur valeur pré-1971](#) (telle que mesurée en or) – sont restés une devise de réserve durable.

Le problème fondamental, toutefois, a été identifié par un économiste européen, Robert Triffin, dans les années 60.

Plus les gens (et les banques centrales étrangères) voulaient de dollars, plus les Etats-Unis devaient en fournir. Ensuite, plus les USA « imprimaient » de dollars, moins chacun d'entre eux aurait de valeur.

Le « dilemme de Triffin » garantit qu'aucune devise de réserve – à moins d'être résolument liée à l'or – ne survivra longtemps. Les politiques actuelles du gouvernement US (le « gardien » du dollar) nous disent que le dollar est sur le point d'être massivement déprécié.

Mors aux dents

Les devises sont toujours soumises à une loi d'airain : si la quantité augmente, la qualité baisse (plus n'est pas mieux).

Les gouvernements peuvent contrôler l'une ou l'autre... mais pas les deux. Ils peuvent « imprimer » plus de monnaie... [réduisant ainsi la qualité](#). Ou ils peuvent maintenir la valeur (qualité) de la monnaie, mais seulement en n'en « imprimant » moins.

Les Etats-Unis, pour leur part, ont pris le mors aux dents, atteints d'une « fièvre imprimeuse » comme on n'en a encore jamais vu.

Avec l'approbation des prochaines mesures de « relance » suite au coronavirus, le déficit US pourrait atteindre les 2 300 Mds\$ cette année. En pourcentage du PIB, ce serait plus élevé qu'à tout autre moment de l'Histoire connue en dehors de la Deuxième guerre mondiale.

Et partout où l'on se tourne, il y a de plus en plus d'[appels à la « relance »](#), sans véritablement se soucier de sa provenance.

Inévitablement, elle doit venir de la planche à billets. Et chaque dollar supplémentaire doit diluer la valeur de la masse actuelle de monnaie US.

A un moment ou à un autre, au cours des 10 prochaines années, il est presque certain que cette « inflation » sera plus visible qu'elle ne l'est aujourd'hui... et il est presque certain que la valeur du dollar sera inférieure.

▲ RETOUR ▲

.La nouvelle guerre contre la terreur intérieure

Bill Bonner | 8 février 2021 | Journal de Bill Bonner



Une cigarette qui porte les traces d'un rouge à lèvres

Un billet d'avion pour des endroits romantiques

- Ces bêtises d'Ella Fitzgerald et Louis Armstrong

RANCHO SANTANA, NICARAGUA - Ce matin, en marchant sur la plage près de notre maison, nous sommes passés devant un couple de Nicaraguayens qui pêchaient. Ils balancent leurs hameçons comme David sur le point de tuer Goliath, les lançant aussi loin qu'ils le peuvent dans la mer, puis les ramenant doucement sur le rivage.

À 7 heures du matin, il y avait une poignée de personnes qui faisaient de l'exercice, comme nous. Aucun ne portait de masque. Une femme portant un grand chapeau souple et un petit chien de compagnie a souri chaleureusement.

Nous sommes également tombés sur les chiens les plus heureux que nous ayons jamais vus. Deux labradors et un petit chien blanc de race incertaine ont couru sur le sable et ont plongé dans le ressac...

Puis, en sortant, ils ont secoué l'eau... et l'ont refaite. Encore et encore... jusqu'à ce que leurs langues soient tendues.



Playa Los Perros au lever du soleil

Un billet pour la misère

Oui, cher lecteur, nous sommes enfin arrivés. (Pour rappeler aux chers lecteurs que nous nous sommes rendus à Rancho Santana au Nicaragua. Nous y passons habituellement un certain temps à cette époque de l'année).

Mais il y a peu de cigarettes avec des traces de rouge à lèvres... et aucune à l'aéroport. Elles sont interdites.

Quant aux billets d'avion... ils n'évoquent plus des images de moments heureux dans des endroits romantiques.

Ce sont des billets pour la misère... faire la queue, pendant que les chiens vous reniflent et que les hommes de main de la TSA vous crient dessus.

Puis, après avoir fouillé vos bagages, vous avoir fait passer des rayons X et avoir certifié que vous ne risquez pas de détourner l'avion, vous pouvez remettre votre masque facial et monter dans l'avion.

Et n'oubliez pas votre test COVID ! N'oubliez pas qu'il doit être passé au moins 36 heures avant le décollage et pas plus de 72 heures.

Rien de très romantique dans le voyage... ou dans votre destination. Ne vous attardez pas dans les cafés... ni dans les boîtes de nuit confortables... les restaurants risquent d'être fermés... et tenez-vous à un mètre de toute autre âme vivante, de peur d'infecter toute la planète et de nous faire tous mourir.

Courez vous abriter

Mais nous interrompons notre commentaire de voyage pour vous apporter un flash d'information important. Les rapports de Bloomberg :

Les marchés mondiaux voient l'inflation atteindre des sommets pluriannuels

Les marchés mondiaux, des obligations américaines et européennes aux actions et au pétrole, envoient un signal clair : l'inflation revient enfin.

Les rendements des obligations du Trésor à trente ans ont dépassé les 2 % pour la première fois en un an et le rythme implicite de la hausse des prix à la consommation aux États-Unis s'est accéléré pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2014, les attentes croissantes d'une reprise économique ayant alimenté un rallye pétrolier. De l'autre côté de l'Atlantique, l'inflation future mesurée par le marché des swaps est proche de son plus haut niveau depuis 2019, tandis que les obligations du gouvernement britannique ont poursuivi leur déroute, les rendements à 10 ans augmentant pour un cinquième jour.

Est-ce vrai ? Est-ce que c'est vrai ? La tendance à 40 ans de faible inflation et de faibles rendements... s'inverse-t-elle enfin ?

Ces premiers rapports sont-ils comme les premières observations de navires vikings au large des côtes ? Est-il temps de courir s'abriter ?

Peut-être.

Le temps de la joie

Revenons à notre histoire...

Hier soir, une foule s'est rassemblée dans le clubhouse. Un grand écran avait été placé au bout de la salle pour que les gens puissent regarder le Super Bowl.

Il a été présenté comme un concours de jeunesse et d'énergie contre l'âge et la fatigue. Nous savons de quel côté nous étions.

Nous sommes entrés en portant un masque facial.

On nous a salués en disant "Hey, Bill". "Tu viens d'arriver. Les gens viennent des États-Unis. Ils portent un masque... Mais après quelques jours, personne ne porte de masque ici. On est tous dehors... et s'il y a des germes ici, le vent les emporte vers la mer."

Avec ou sans brise de mer, tout ce que nous savons, c'est qu'on peut corrélérer les taux de mortalité par coronavirus à l'âge, à l'obésité, au diabète et aux problèmes cardiaques et pulmonaires. Mais pas au port de masque.

Et le rassemblement d'hier soir - avec des cris et des acclamations - a semblé être un retour à la "normale"... et un moment de joie pour tous...

Une autre guerre

Mais aujourd'hui, les gens ont peur.

Il y a vingt ans, une "guerre contre le terrorisme" a eu un effet similaire sur la psychologie populaire. Les terroristes représentaient une faible menace pour la nation ou pour ses citoyens. Mais si vous remettez en question la "guerre contre le terrorisme", c'est comme si vous aviez vous-même fait sauter le World Trade Center.

Deux décennies plus tard, nous passons encore les contrôles de sécurité... et les avis disent encore aux voyageurs qui "voient quelque chose" de "dire quelque chose".

Quelqu'un a-t-il déjà dit quelque chose qui vaille la peine d'être écouté ? Une seule vie a-t-elle été sauvée grâce à ces mesures ?

Probablement que personne ne le sait....

Comme les groupes terroristes, le coronavirus évolue, mute... Une souche est neutralisée... une autre s'élève pour prendre sa place.

La "guerre" contre lui peut durer des années... ou jusqu'à ce que le prochain croque-mitaine arrive.

Et peut-être que c'est déjà fait. Avec le vaccin qui permet de gagner la guerre contre le coronavirus, une nouvelle guerre acharnée s'annonce, cette fois contre le "terrorisme intérieur", quel qu'il soit. D'après le Washington Post :

Le soutien bipartisan aux projets de loi sur le terrorisme intérieur se manifeste alors que les experts avertissent que la menace pourrait durer "10 à 20 ans".

Super... juste ce qu'il nous faut. Une autre façon de donner aux fédéraux plus d'argent et plus de pouvoir.

Un voyage risqué

Comment est la vie au Nicaragua de nos jours ? En arrivant de l'aéroport, nous avons demandé à notre chauffeur...

"Terrible. Beaucoup de gens sans emploi. Nous étions en train de développer notre industrie du tourisme et puis ce coronavirus est arrivé. Bien sûr, ça n'aide pas que le Nicaragua soit sur la liste des endroits à éviter pour les Américains.

"Nous avons un gouvernement très autoritaire ici. Aucune manifestation n'est autorisée. Si vous protestez, ils vous mettent en prison. Et nos prisons sont parmi les pires du monde.

"D'un autre côté, ils construisent beaucoup de routes."

La route de l'aéroport de Managua à la route panaméricaine a été nouvellement pavée depuis notre dernière visite. Cela aurait dû être une belle promenade.

Mais les gens ici sont indisciplinés... ou peut-être juste inutilisés par la circulation à grande vitesse. Même la nuit, ils roulent à vélo au milieu de la route... poursuivent des conversations... errent, parfois ivres, sur l'autoroute.

Certains camions et voitures avancent à toute allure, crachant de la fumée. D'autres font la course... souvent en faisant des gestes audacieux contre les feux de signalisation pour contourner les ralentissements.

Après deux heures de prise de risque ininterrompue, nous sommes arrivés à destination : Rancho Santana.

La vie continue

Nous avons réservé une table au restaurant, en nous attendant à n'y trouver personne. Mais l'endroit était animé

- pas bondé, mais respectablement rempli de touristes et de résidents.

Le gouvernement américain essaie de les décourager de venir. Les autorités sanitaires essaient de leur faire peur pour qu'ils restent chez eux. Les compagnies aériennes leur rendent la tâche difficile. La TSA rend la situation désagréable. Et le gouvernement nicaraguayen ne met pas de "tapis de bienvenue"...

Mais quand même, ils viennent. Les familles... les enfants... et les grands-parents. Des Américains. Des Canadiens. Européens. Latino-Américains. Tous s'amuse.

La vie continue !

▲ RETOUR ▲